REPUBLIQUE DU TCHAD Unité- Travail- Progrès

PRESIDENCE DE TRANSITION

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

DIRECTION DE CABINET

N° 222 /PT/PMT/SGG/DC/2022

وحدة . عمل . تقدم

جمهورية تشاد

رئاسة الفترة الانتقالية

رئاسة الوزراء

الأمانة العامة للحكومة

إدارة مكتب الوزير

N'Djamena le 23 DEC 2022

À

Monsieur le Ministre de la Prospective Economique
et des partenariats Internationaux
N'Djamena

Objet : Feuille de route révisée

Monsieur le Ministre,

Par la présente, je vous transmets la feuille de route révisée du Gouvernement d'Union Nationale à l'effet de la transmettre aux partenaires techniques et financiers du Tchad.

Tout en vous souhaitant bonne réception, veuillez croire, Monsieur le Ministre et Cher Collègue, en l'assurance de ma parfaite collaboration.

Le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement,
de la Promotion du Bilinguisme dans l'Administration
chargé des Relations avec les Grandes Institutions

HALIKI CHOUA MAHAMAT

Scanné avec CamScanner

REPUBLIQUE DU TCHAD Unité -Travail -Progrès
****
PRESIDENCE DE TRANSITION
****
PRIMATURE
****
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
****

جمهوريـة تشـــاد وحدة-عمل- تقدم
******
رئاسة المرحلة الانتقالية
****
رئاسة الوزراء
******
الأمانة العامة للحكومة
******

NOTE DE PRÉSENTATION RELATIVE AU PROJET DE LA FEUILLE DE ROUTE RÉVISÉE

La présente note est établie à l'effet de soumettre à l'attention de Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement d'Union Nationale le projet de la Feuille de Route révisée pour la phase II de la Transition de 24 mois.

Le Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS), tenu du 20 août au 08 octobre 2022, a réuni toutes les sensibilités tchadiennes (politico-militaires, partis politiques, organisations de la société civile, confessions religieuses, groupements féminins, organisations des jeunes, ordres professionnels, Tchadiens de la diaspora, etc.) en présence des observateurs internationaux. Il a permis d'interroger les fondements de la Nation tchadienne, tout en jetant, par la même occasion, les bases de la refondation de l'État pour une réforme profonde de ses institutions à travers d'importantes résolutions et recommandations.

Il convient de rappeler qu'à l'issue du DNIS, une Charte de Transition révisée a été promulguée par le Président de Transition qui a consacré, en son article 2, des missions prioritaires pour la conduite de la phase II de la Transition.

Conformément aux missions assignées au Gouvernement d'Union Nationale par la Charte de Transition révisée et en application des hautes orientations du Président de Transition, les actions prioritaires retenues dans le Cahier des charges et la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement d'Union Nationale, trois (03) axes stratégiques et prioritaires constituent l'ossature du projet de la présente Feuille de Route révisée. Il s'agit :

- **Axe 1** : Défense, Sécurité, Paix, Cohésion sociale et Réconciliation Nationale ;
- **Axe 2** : Promotion de la bonne gouvernance et de l'État de droit ;
- **Axe 3** : Retour à l'ordre constitutionnel et la refondation de l'Etat.

La déclinaison de ces axes dans un ordre de priorité cohérent, permet d'assurer la sécurité des Tchadiens, de renforcer la Défense de nos frontières, de réconcilier nos compatriotes, de rebâtir l'Etat de droit, d'une part, et de faciliter le retour à un ordre constitutionnel rapide dans un Tchad refondé, d'autre part.

La Feuille de Route révisée, élaborée autour de ces trois (03) axes, est déclinée en **194 actions** pour un coût global de **1 015,7 milliards de francs CFA**, réparties comme suit :

Scanné avec CamScanner

- l'Axe 1 avec 91 actions et un coût de mise en œuvre estimé à **728,3 milliards de francs CFA** ;
- l'Axe 2 avec 87 actions et un coût de mise en œuvre estimé à **127 milliards de francs CFA** ;
- l'Axe 3, dont la mise en œuvre constitue la **priorité absolue du Gouvernement d'Union Nationale,** avec 16 actions et un coût de réalisation de **160,4 milliards de francs CFA**.

A titre de comparaison, il convient de faire observer que la première Feuille de Route dont la mise en œuvre n'a pas été satisfaisante comptait **123 actions,** pour un budget d'exécution de **996,56 milliards de francs CFA,** reparties sur une période de 18 mois.

L'élaboration du projet de la Feuille de Route révisée, qui ne s'est pas faite sans difficultés, met en évidence des actions spécifiques à la phase II de la Transition pour lesquelles des ressources additionnelles doivent être mobilisées et qui doivent nécessiter des recherches de financements pour permettre à notre pays d'opérer le retour à l'ordre constitutionnel tant attendu.

Enfin, la présente Feuille de Route ne se substitue pas au prochain Plan National de Développement (2023-2027) et ne constitue pas un document de programmation budgétaire. Par conséquent, les actions relatives à l'amélioration des conditions de vie des Tchadiens et la relance économique seront prises en charge dans le cadre du prochain Plan National de Développement en cours d'élaboration et du Budget général de l'Etat pour les exercices 2023 et 2024.

Telle est la substance du projet de la Feuille de Route révisée soumise à l'examen de Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement d'Union Nationale pour et adoption.

Le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement, Chargé de la
Promotion du Bilinguisme dans l'Administration et
des Relations avec les Grandes Institutions

HALIKI CHOUA MAHAMAT

Scanné avec CamScanner

REPUBLIQUE DU TCHAD
****
PRESIDENCE DE TRANSITION
****
PRIMATURE
****
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

UNITE-TRAVAIL-PROGRES
****

Feuille de Route du Gouvernement d'Union Nationale

Décembre 2022

Scanné avec CamScanner

Sommaire

SOMMAIRE....2

LISTE DES TABLEAUX....3

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS....4

2. OBJECTIFS DE LA FEUILLE DE ROUTE REVISEE....5

3. RESULTATS ATTENDUS....5

4. APPROCHE METHODOLOGIQUE....5

5. COHERENCE DE LA FEUILLE DE ROUTE REVISEE AVEC LES POLITIQUES ET STRATEGIES EXISTANTES....6

6. EVALUATION DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA PHASE I....7

7. SYNTHESE DES ACTIONS POUR LA PHASE II DE TRANSITION....8

8. ANALYSE DES ACTIONS DE LA 2EME PHASE DE TRANSITION PAR AXES....10

TABLE DES MATIERES....23

ANNEXES....24

Scanné avec CamScanner

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : COHERENCE DE LA FEUILLE DE ROUTE REVISEE AVEC LES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT 6
TABLEAU 2: SYNTHESE DE L'EVALUATION DES ACTIONS PHARES DE LA FEUILLE DE ROUTE PHASE I 7
TABLEAU 3 : SYNTHESE DES ACTIONS DE LA PHASE II DE TRANSITION PAR COUT, NOMBRE D'ACTIONS ET DISPONIBILITE DU FINANCEMENT 9
TABLEAU 4 : SYNTHESE DES ACTIONS DE LA PHASE II DE TRANSITION PAR TYPE DE FINANCEMENT 9
TABLEAU 5 : REPARTITION DU COUT DES ACTIONS DE TRANSITION PAR AXES 19
TABLEAU 6 : REPARTITION DU FINANCEMENT DE LA FEUILLE DE ROUTE REVISEE SELON LA DISPONIBILITE 20
TABLEAU 7: CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE LA PHASE II DE LA TRANSITION 21

Scanné avec CamScanner

1. Contexte et justifications

L'organisation réussie du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS), tenu du 20 août au 08 octobre 2022, est l'aboutissement de l'engagement solennel pris par le Président de Transition, le **Général MAHAMAT IDRISS DÉBY ITNO**, devant la Nation en avril 2021, dans un contexte politique et sécuritaire assez singulier, marqué par la disparition tragique du Maréchal du Tchad.

Le DNIS, comme promis, a réuni toutes les sensibilités tchadiennes (politico-militaires, partis politiques, organisations de la société civile, confessions religieuses, groupements féminins, organisations des jeunes, ordres professionnels, Tchadiens de la diaspora...) en présence des observateurs internationaux. Il a permis d'interroger les fondements de la Nation tchadienne, tout en jetant, par la même occasion, les bases de la refondation de l'État pour une réforme complète et profonde de ses institutions à travers d'importantes Résolutions et Recommandations.

La nomination du Premier ministre de Transition, suivie par la formation du Gouvernement d'Union Nationale, respectivement les 12 et 14 octobre 2022, conformément à l'esprit de la Charte de Transition révisée, constitue la première étape de la mise en œuvre de l'ensemble des actes du DNIS. Ensuite, une autre étape, tout autant cruciale, a été franchie le 03 novembre 2022, par la présentation de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement d'Union Nationale devant le Conseil National de Transition, qui l'a approuvé à l'unanimité.

Après l'approbation de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement, l'étape suivante consiste à réviser la Feuille de Route de la Transition phase I, aux fins d'élaborer un document de référence qui détaille, avec précision dans un ordre d'actions prioritaires, les orientations stratégiques sur la base des objectifs fixés par le Cahier des Charges du DNIS et les missions assignées par la Charte révisée, à la Transition.

La réalisation de ces objectifs, définis avec clarté, durant les vingt-quatre (24) mois de Transition, doit obéir aux étapes et calendriers rigoureusement établis en fonction des ressources disponibles ou à mobiliser et des facteurs de risques éventuels.

La nouvelle Feuille de Route ainsi élaborée, aura le mérite de servir de guide aux institutions post-DNIS quant aux actions à mener ainsi qu'aux partenaires du Tchad dont les appuis multiformes sont, une nouvelle fois, sollicités pour le succès de la deuxième phase de la Transition.

Étant donné qu'elle constitue un document de référence pour les actions de la Refondation du Tchad, la présente Feuille de Route révisée est conçue autour des Axes stratégiques ci-après :

- **Axe 1er :** Défense, sécurité, paix, cohésion sociale et réconciliation nationale ;
- **Axe 2 :** Promotion de la bonne gouvernance et de l'état de droit ;
- **Axe 3 :** Retour à l'ordre constitutionnel et la Refondation de l'Etat.

Scanné avec CamScanner

2. Objectifs de la Feuille de Route révisée

2.1. Objectif global

La présente Feuille de Route du Gouvernement d'Union Nationale se fixe comme objectif global de mettre en œuvre les décisions du DNIS afin de réaliser le retour à l'ordre constitutionnel.

2.2. Objectifs spécifiques

Cet objectif global se décline en trois (03) objectifs spécifiques. Il s'agit de :

- renforcer la sécurité et assurer la défense territoriale, la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale ;
- promouvoir la bonne gouvernance et l'état de droit ;
- assurer le retour à l'ordre constitutionnel et refonder l'Etat.

3. Résultats attendus

A l'issue de la mise en œuvre des actions inscrites dans la Feuille de Route révisée, les principaux résultats suivants sont attendus :

- la défense et la sécurité, la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale sont assurées/effectives ;
- la promotion de la bonne gouvernance et l'état de droit sont assurés ;
- le retour à l'ordre constitutionnel est effectif et l'Etat refondé.

4. Approche méthodologique

L'élaboration de la Feuille de Route révisée est réalisée à la suite de l'évaluation de la mise en œuvre des actions de celle de la première phase de Transition. Elle est basée sur une approche participative incluant la recherche documentaire, la liste des actions transmises par les ministères sectoriels au Comité mis en place par le Ministre Secrétariat Général du Gouvernement. Ce travail est fait en parfaite cohérence avec le Cahier des Charges de la Transition, la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement d'Union Nationale et la Lettre circulaire N° 002/PCMT/2022 relative à élaboration et à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2023.

L'évaluation de la première Feuille de Route s'est faite dans une démarche interactive avec les points focaux des ministères sectoriels. Ces derniers ont permis de renseigner la matrice de suivi de la Feuille de Route pour la première phase, permettant ainsi de déterminer le niveau de réalisation des différentes activités programmées. De même, d'autres documents provenant des partenaires au développement ainsi que les rapports des différents Comités mis en place dans le cadre de l'Accord de Doha et du DNIS ont été consultés.

Scanné avec CamScanner

Il convient toutefois de faire observer que les structures (Haut Comité de Pilotage et Comité Technique d'Appui) mises en place pour le suivi-évaluation de la première phase de la Feuille de Route n'ont pas pleinement fonctionné. Le fonctionnement de ces organes aurait permis de disposer de rapports plus structurés mettant en exergue les difficultés rencontrées et les recommandations pour améliorer sa mise en œuvre.

La présente Feuille de Route ne se substitue pas au prochain Plan National de Développement (2023-2027) et ne constitue pas un document de programmation budgétaire. Par conséquent, les actions relatives à l'amélioration des conditions de vie des Tchadiens et la relance économique seront prises en charge dans le cadre du prochain Plan National de Développement en cours d'élaboration et du Budget général de l'Etat pour les exercices 2023 et 2024.

5. Cohérence de la Feuille de Route révisée avec les Politiques et Stratégies existantes

L'élaboration de la Feuille de Route du Gouvernement d'Union Nationale a été réalisée dans l'esprit de la mise en cohérence avec les Politiques et Stratégies de développement existantes et en parfaite adéquation avec la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement d'Union Nationale présentée par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement le 3 novembre 2022 devant le Conseil National de Transition.

Au plan national et international, les axes de la Feuille de Route révisée demeurent cohérents avec les axes du PND 2017-2021, les cibles des Objectifs de Développement Durable (ODD) et les Objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Cohérence de la Feuille de Route révisée avec les Politiques et Stratégies de développement

AXES FEUILLE DE ROUTE REVISEE DE LA TRANSITION	AXES PND 2017-2021	CIBLES ODD 2030 DES NATIONS UNIES	OBJECTIFS AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE
A1 : Défense, Sécurité, Paix, Cohésion sociale et Réconciliation nationale	A1 : Renforcement de l'unité nationale	ODD 10 et 16	1,13,14,15,16,17,19
A2 : Promotion de la bonne gouvernance et l'état de droit	A2 : Renforcement de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de droit	ODD 5, 10	3,11,12,17
A3 : Retour à l'ordre constitutionnel et la Refondation de l'Etat	A2 : Renforcement de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de droit	ODD 16	11

Scanné avec CamScanner

6. Evaluation de la Feuille de Route pour la phase I

Avant la révision de la Feuille de Route de la phase I, une évaluation globale des actions initialement prévues a été faite. Le Comité chargé de la révision a invité les différents départements ministériels à des séances d'évaluation sur l'état de mise en œuvre de leurs actions et a cherché à comprendre les difficultés rencontrées par ces derniers.

Il se dégage de cette évaluation que la Feuille de Route du Gouvernement de Transition a été réalisée à environ 42% (soit 3/7 des actions phares programmées) en raison notamment des difficultés en lien avec la mobilisation des ressources et des longues discussions dans le cadre des négociations entre le Gouvernement et les mouvements politico-militaires à Doha au Qatar. En effet, ces négociations qui ont duré plus de cinq (05) mois ont en partie conduit à un glissement des actions conditionnant la tenue du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS), la mise en œuvre du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et l'organisation des consultations électorales.

Sur la base du chronogramme des actions phares de la Transition pour la phase I, seulement trois (03) principales actions ont été réalisées. Il s'agit de :

- **la mobilisation de financements pour la Feuille de Route :** réalisée partiellement dans le cadre du basket Fund supervisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;
- **le dépôt du rapport préparatoire du Comité d'Organisation du Dialogue National Inclusif (CODNI)** ;
- **la Tenue du Dialogue National Inclusif et Souverain** du 20 août au 08 octobre 2022 à N'Djamena au Palais du 15 janvier.

Les principales actions non réalisées portent sur :

- la rédaction et validation du projet de Constitution ;
- l'organisation d'un referendum constitutionnel ;
- la réforme de textes en application des résolutions du DNIS ;
- la préparation, organisation et ténue des élections générales.

Tableau 2: Synthèse de l'évaluation des actions phares de la Feuille de Route Phase I

Actions	Niveau de réalisation
Mobilisation de financements pour la Feuille de Route	Action partiellement réalisée
Dépôt du rapport préparatoire du Comité d'Organisation du Dialogue National Inclusif (CODNI)	Action réalisée
Tenue du Dialogue National Inclusif	Action réalisée
Rédaction et validation du projet de Constitution	Action non réalisée
Organisation d'un referendum Constitutionnel	Action non réalisée

Scanné avec CamScanner

Réforme de textes en application des résolutions du Dialogue National Inclusif	Action non réalisée
Préparation, organisation et ténue des élections générales	Action non réalisée

7. Synthèse des actions pour la phase II de Transition

Partant des actions recensées auprès des Départements ministériels[1], il se dégage **204** actions prévues dans le cadre de la phase II de la Transition dont le coût des actions pour lesquelles des financements sont à rechercher (Budget Général de l'Etat et/ou Partenaires Techniques et Financiers) est de **1 015,7 milliards de FCFA** pour une période de 24 mois. Le coût des actions pour lesquelles les financements sont potentiellement acquis s'élève à **74,9 milliards de FCFA.**

Comparativement à la première Feuille de Route qui contenait moins d'actions (123) pour un coût plus élevé (996,56 milliards de FCFA) sur un calendrier de 18 mois, la présente Feuille de Route révisée contient plus d'actions (194) avec un coût de financement réduit (936, 3 milliards) sur une période de 24 mois.

[1] Certaines actions seront mises en œuvre avec la participation des grandes Institutions.

Scanné avec CamScanner

Tableau 3 : Synthèse des actions de la phase II de Transition par coût, nombre d'actions et disponibilité du financement

Intitulé des axes	Coût total des actions (en FCFA)	%	Nombre total d'actions	Coût des actions avec financement disponible (en FCFA)	Nombre d'actions avec financement disponible	Coût des actions avec financement à rechercher (en FCFA)	Nombre d'actions avec financement à rechercher
Axe 1 : Défense, Sécurité, Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale	728 264 387 475	72%	91	46 521 733 219	4	681 742 654 256	87
Axe 2 : Promotion de la bonne gouvernance et de l'Etat des droits	127 044 299 402	12%	97	10 347 416 000	15	116 696 883 402	82
Axe 3 : Retour à l'ordre constitutionnel et la refondation du Tchad	160 350 000 000	16%	16	18 000 000 000	1	142 350 000 000	15
Total	**1 015 658 686 877**	**100%**	**204**	**74 869 149 219**	**20**	**940 789 537 658**	**184**

Tableau 4 : Synthèse des actions de la phase II de Transition par type de financement

Intitulé des axes	Nombre d'actions avec financement Etat	Coût des actions avec financement Etat (en FCFA)	Nombre d'actions avec financement PTF et Etat/PTF	Coût des actions avec financement PTF et Etat/PTF (en FCFA)
Axe 1 : Défense, Sécurité, Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale	22	163 899 184 747	69	564 365 202 728
Axe 2 : Promotion de la bonne gouvernance et de l'Etat des droits	19	21 615 219 375	78	105 429 080 027
Axe 3 : Retour à l'ordre constitutionnel et la refondation du Tchad	3	18 650 000 000	13	141 700 000 000
Total	**44**	**204 164 404 122**	**160**	**811 494 282 755**

Scanné avec CamScanner

La déclinaison des différentes actions de la 2ème phase de Transition qui seront ci-dessous présentées se fera, suivant la priorité de leur mise œuvre dans la limite de la période de Transition pour la phase II et conformément à la disponibilité de ressources qui seront mobilisées.

8. Analyse des actions de la 2ème phase de Transition par axes

L'analyse met en exergue la répartition du coût de chaque axe de la Feuille de Route révisée. Il ressort de celle-ci que l'axe 1 relatif à la Défense, Sécurité, Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale **représente 72% du coût global de la Feuille de Route, soit 728,3 milliards de FCFA.**

L'axe 2 dont le coût est estimé à 127 milliards de FCFA représente 12% du coût global de la feuille de route révisée pour 97 actions.

L'axe 3 dont la mise en œuvre constitue la priorité absolue du Gouvernement d'Union Nationale affiche un coût de réalisation de 160,4 milliards de FCFA soit 16% du coût global de la Feuille de Route révisée avec 16 actions prévues.

8.1. Analyse des actions au niveau de l'axe 1

S'agissant de l'Axe 1 en lien avec la Défense, Sécurité, Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale, il apparait clairement que la sécurité, la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale sont des préoccupations majeures partagées par les Tchadiens.

En effet, le constat dans ce domaine est que, malgré la tenue en 1993 de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) et les deux forums organisés en 2018 et 2020, la violence sous toutes ses formes s'est développée, avec des rebellions armées répétitives et un accroissement de conflits civils (conflits inter et/ou intra- communautaires, conflits agriculteurs-éleveurs, conflits fonciers,...).

D'une manière générale, il ressort des différentes analyses qu'il existe des problèmes multidimensionnels dans le fonctionnement de la société. L'Etat a des difficultés à assurer la paix durable et la cohésion sociale. Des pratiques susceptibles de porter atteinte au vivre ensemble se sont développées. De même, il existe une réelle perception grandissante de non-respect de la dignité de l'autre et de refus par certains citoyens de reconnaître une place pour chacun et la justice pour tous.

Face à cette situation, le pays a multiplié des initiatives de dialogue, de paix et de réconciliation. Il s'agit notamment de l'organisation de grandes assises nationales (Conférences, Fora, Dialogues...) ainsi que par la signature de multiples accords avec les politico-militaires et avec l'opposition non- armée. Ces initiatives ont souvent été suivies de la formation des gouvernements d'union nationale, la libération des prisonniers, l'amnistie,

Scanné avec CamScanner

les promotions des ralliés, etc. Malheureusement toutes ces initiatives n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Ce qui a motivé l'organisation du DNIS en 2022.

S'agissant de la cohésion sociale, on assiste au développement croissant du phénomène de faible implémentation dans les esprits des valeurs du vivre en commun. On observe aussi de la part de certains citoyens, une propension à désobéir et à ne pas respecter les normes, règles et lois officielles en vigueur. Toutes ces dérives non exhaustives, accentuées, par la pauvreté, la corruption et l'analphabétisme des populations, nourrissent l'usage opportuniste et abusif du repli identitaire, ainsi que le recours aux rebellions répétitives et les desseins séparatistes, voire sécessionnistes.

En dépit du constat de la situation guère reluisante en matière de paix, de cohésion sociale et de réconciliation nationale, des avancées majeures sont néanmoins enregistrées. Cependant d'énormes défis restent à relever.

Concernant la défense et la sécurité, la réorganisation des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) n'a pas été faite dans les règles de l'art. La réduction des effectifs, les recrutements ainsi que la gestion des promotions n'ont pas été réalisés à la satisfaction et selon les orientations définies par les différentes assises.

Le premier Forum National Inclusif de mars 2018 est revenu amplement sur la question. Le deuxième Forum National Inclusif de novembre 2020 a recommandé la poursuite de ce processus, en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des troupes, lesquelles se sont adaptées aux menaces de l'heure devenues une préoccupation majeure. N'eut été leur vigilance, les longues frontières en partage avec le voisinage seraient sources d'insécurité récurrente pour le pays.

Néanmoins, beaucoup de défis restent à relever au sein des FDS, en dépit des avancées remarquables. Il s'agit de :

- la réorganisation des FDS en toute justice, afin qu'elles soient perçues comme véritablement nationales ;
- la bonne insertion des effectifs hétéroclites des combattants issus de différents mouvements politico-militaires avec la mise en œuvre effective, pleine et entière du programme Désarmement-Démobilisation et Réinsertion (DDR), conformément à l'Accord de Doha ;
- la poursuite de la professionnalisation et de la modernisation de l'armée, telles que recommandées à travers les résolutions du DNIS et des Etats Généraux des Armées de 2005 ;
- le dysfonctionnement observé au sein des différentes composantes des FDS en matière de recrutement ne reflétant pas les diversités sociologiques nationales ;
- la gestion jugée subjective du personnel qui est dénoncée ;
- le sentiment croissant d'injustice mis en évidence dans la chaîne de commandement ;
- la pléthore des effectifs avec une pyramide des grades inversée, etc...

Scanné avec CamScanner

Dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du DNIS visant la refondation du Tchad, la question des Forces de Défense et de Sécurité a été considérée comme étant fondamentale pour régler les problèmes qui minent la paix, l'unité nationale, la démocratie et la bonne gouvernance.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement de Transition a signé un accord de paix avec des mouvements politico-militaires à Doha au Qatar dont le processus de DDR est en cours.

Il n'est pas vain de rappeler dans cet axe, suivant les orientations du Président de Transition, que maintenir la paix, la sécurité et la stabilité sur l'ensemble du territoire est une condition majeure pour la mise en place d'un processus électoral transparent et libre.

Le Tchad doit maintenir les Forces de Défense et de Sécurité engagées dans les différents théâtres des opérations extérieures (bilatérales, régionales, sous régionales et multilatérales) et ce, dans les mêmes conditions de fond et de forme.

Il convient de rappeler à ce titre que le Tchad consacre plus de 30% de son budget national au financement des actions liées à la défense et à la sécurité.

Les actions de cet axe occasionnent un coût de **728,3 milliards de FCFA,** soit **72%** du coût global de la Feuille de Route révisée pour un nombre total de **91 actions.** Sur ce montant, **46,5 milliards de FCFA** pour **4 actions** pour lesquelles des financements (Etat et/ou PTF) sont éventuellement mobilisables et **681, 7 milliards de FCFA (87 actions)** restent à rechercher.

Le Gouvernement d'Union Nationale poursuivra notamment entre autres :

- la contribution à l'élaboration du programme DDR conformément à l'Accord de Doha ;
- la sécurisation de la mobilité et les espaces pastoraux et agro-pastoraux ;
- le renforcement des capacités techniques des instances locales de prévention et gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et organisation des fora intercommunautaires pour l'amélioration de la cohabitation pacifique ;
- l'organisation d'un rendez-vous mensuel de brassage interculturel des jeunes ;
- la promotion des droits humains des différentes communautés à travers l'expression culturelle et artistique ;
- l'élaboration et mise en œuvre d'un projet de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent par la culture ;
- la formation et renforcement des acteurs de la décentralisation ;
- la protection des berges des fleuves Chari et Logone, Mayo Kebbi et le Batha et lutte contre les érosions de leurs bassins versants ;
- la formation des leaders des organisations de jeunes sur le vivre ensemble et la citoyenneté dans les 23 provinces ;

Scanné avec CamScanner

- la vulgarisation de l'Agenda 2063 de l'UA et la Résolution 2250 des Nations Unies sur la Jeunesse, Paix et Sécurité ;
- l'organisation d'un marathon pour la paix ;
- la mise en œuvre de l'agenda femme paix et sécurité ;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- l'assistance et la protection des personnes vivant avec un handicap ;
- la mise en œuvre de Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Femmes-Paix-Sécurité) ;
- l'accroissement de la scolarisation des filles et enfants en milieux défavorisés (nomades, déplacés, réfugiés, handicapés, milieu insulaire, ...) en tenant compte du Genre ;
- la mise en œuvre du programme de Prévention des risques liés aux inondations à court terme (Construction et réhabilitation des Digues) ;
- le renforcement des capacités de l'Armée ;
- la promotion de la participation de la diaspora dans le développement politique, économique, social et culturel ;
- la négociation avec les groupes armés restants non signataire de l'Accord de Doha ;
- la négociation pour le retour des exilés politiques ;
- la campagne de sensibilisation dans les provinces des politico-militaires sur le désarmement, la paix et l'unité nationale ;
- l'exécution de manière effective de la disposition de l'Accord de Doha relative à la restitution des biens des signataires y compris ceux des nouveaux Accords ;
- l'élaboration et mise en œuvre du Programme National de la Cohésion Sociale.

Concernant cet Axe, des actions prioritaires seront mises en œuvre par le Gouvernement d'Union Nationale et principalement par les Départements ministériels suivants :

- Ministère de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale ;
- Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre ;
- Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration ;
- Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance ;
- Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique et du Tourisme ;
- Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux ;
- Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme ;
- Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale.

8.2. Analyse des actions au niveau de l'axe 2

En ce qui concerne l'Axe 2 portant sur la promotion de la bonne gouvernance et de l'Etat de Droit : pour les Tchadiens de tous bords, de toutes confessions, de toutes conditions et de tous âges, le principal problème du pays est l'injustice, étayée par des

Scanné avec CamScanner

inégalités de toutes sortes vécues douloureusement, provocant des frustrations et de fissures béantes du tissu social, mettant à rude épreuve le vivre en commun.

Les principes et valeurs qui fondent le lien social et le vivre-ensemble des Tchadiens dans le pays se sont fortement érodés. De même, les conflits trouvent leurs origines dans la déliquescence progressive de l'Etat et des institutions.

La mal gouvernance, les inégalités et injustices sont dénoncées par nombre de Tchadiens. La réorganisation et la consolidation des fondements solides de l'Etat, les mesures de sauvetage du pays dans le sens du bien vivre-ensemble sont jugés nécessaires et impératifs.

Les Tchadiennes et les Tchadiens veulent surtout un Etat laïc, souverain, uni dans sa diversité. Un Etat où règne le droit, où la gouvernance est fondée sur l'éthique, la démocratie, le respect des institutions et des libertés individuelles et collectives. Un pays de justice et d'équité avec des citoyennes et des citoyens égaux en droits et en devoirs et animés du sens civique.

A cet égard, des fortes attentes citoyennes et exigences des populations, ainsi que des pistes de solutions aux nombreux problèmes multidimensionnels du pays sont formulées, en vue de normaliser la situation sociale, politique, économique et financière du pays.

Le Gouvernement a successivement ratifié la quasi-totalité des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales les plus importants. Cependant, si la proclamation des droits et libertés est effective, leur mise en œuvre est plus délicate, car leur applicabilité dépend de plusieurs acteurs.

Les atteintes à la vie et à l'intégrité physique des personnes sont légion, sans doute à cause de l'histoire tumultueuse du pays. Néanmoins, sont enregistrées des avancées, notamment à travers la promotion du cadre juridique et institutionnel de protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Au niveau de la législation nationale, une panoplie de textes législatifs et règlementaires ayant trait aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales a été adoptée.

De nombreuses institutions de la République sont créées pendant la période post- CNS, pour assurer la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales tels que prévus dans les normes internationales universellement reconnues et les standards internationaux.

Si les différentes Constitutions de la République disposent clairement que les Tchadiens de deux sexes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, qu'ils sont égaux devant la loi, la réalité ne reflète pas parfois cette proclamation.

En matière de libertés syndicales, il est observé des relations pas toujours bonnes entre les pouvoirs publics et certaines organisations syndicales.

En matière de démocratie et de citoyenneté, bon nombre de Tchadiens ont le sentiment d'être persécutés à cause de leurs choix et leurs différences politiques ou idéologiques.

Scanné avec CamScanner

En matière de libertés de la presse et de rapport médias-pouvoirs publics, il est observé des rapports sous-tendus par deux problématiques majeures : celle de l'indépendance de la presse et celle de l'accès à l'information et son traitement dans le respect des principes de l'éthique et de la déontologie par les Hommes des médias.

Pendant longtemps, la situation des personnes vivant avec un handicap est restée ignorée et n'a pas été prise en considération dans le pays.

En matière de sécurité et de prévoyances sociales, les populations subissent toujours plusieurs types de chocs qui accroissent leur pauvreté et leur vulnérabilité, malgré l'existence du cadre juridique, institutionnel et organisationnel innovant.

Les détournements de deniers publics à grande échelle et l'enrichissement illicite demeurent un grand fléau au sein de la société tchadienne de manière générale et de l'Administration publique en particulier.

Dans le but de restaurer la confiance entre la population et les institutions, une lutte implacable sera menée contre la mauvaise gouvernance, le népotisme, l'exclusion et la corruption en vue de canaliser les ressources publiques au profit du bien-être de la population, de crédibiliser les Institutions de la République et d'assurer l'équité et la justice.

A ce titre, il faut intensifier les actions de contrôle administratif et juridictionnel à travers les institutions compétentes. C'est pourquoi, le Gouvernement devra très rapidement mettre en place une Autorité Nationale Indépendante de Prévention et de Lutte contre la Corruption et s'atteler à rendre opérationnelle la Cour des comptes conformément aux résolutions/recommandations du DNIS. De même, les gestionnaires des deniers publics seront soumis à l'obligation de rendre compte.

Dans cet axe, il sera aussi question de la réforme du système judiciaire, de la consolidation de la bonne gouvernance, de la mise en œuvre des réformes visant à renforcer et moderniser le fonctionnement des Institutions de l'Etat. Le Gouvernement d'Union Nationale veillera aussi à (re) poser les fondements d'un Etat de droit par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- la contribution à l'évaluation des performances des services publics (programmes et projets) ;
- l'évaluation des conclusions des états généraux de la justice de 2003 ;
- l'élaboration d'une Loi portant protection des défenseurs de Droits de l'Homme ;
- la modernisation et digitalisation de la justice ;
- l'opérationnalisation de la Couverture Santé Universelle ;
- l'amélioration de la gouvernance et le leadership dans le secteur de la santé ;
- l'amélioration du climat des affaires ;
- le renforcement de capacités des dirigeants des institutions universitaires à la bonne gouvernance ;

Scanné avec CamScanner

- l'élaboration des documents stratégiques pour la 2ème phase de la Transition ;
- la réforme du Code et la dématérialisation des procédures des Marchés Publics ;
- la révision des textes sur les libertés publiques ;
- le renforcement des capacités dans le domaine de la régulation du secteur de l'énergie ;
- le renforcement du cadre légal et opérationnel des chefferies traditionnelles ;
- la participation à l'élaboration de la politique foncière nationale et actualisation du Code foncier ;
- la sensibilisation sur la législation foncière dans les mairies d'arrondissement ;
- la formation des femmes et jeunes diplômés sans emploi et des femmes en éducation financière, en culture entrepreneuriale, en conservation et transformation de produits Agro- Sylvo-Pastorale et autres métiers dans toutes les provinces ;
- l'organisation d'un salon national sur les métiers ;
- l'opérationnalisation des actions pour la garantie des sources et accès aux informations via l'appui aux radios communautaires ;
- le renforcement de la gestion et de la gouvernance fiscale et douanière, facturation électronique normalisée, digitalisation des processus de collecte des recettes (e-Tax, Sydonia World) ;
- le renforcement de la préparation du budget de manière exhaustive, crédible et prenant en compte l'ensemble des politiques publiques ;
- l'amélioration de l'exécution du budget, contrôle intégré et territorialisation de la gestion des finances ;
- la modernisation et développement du module de la commande publique dans le Système de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) ;
- le développement et déploiement d'une application de e-Enregistrement et reforme domaniale.

La mise en œuvre de cet Axe est estimée à **127 milliards de FCFA**, soit **12%** du coût global de la Feuille de Route révisée pour **97 actions**. Sur ce montant, **10,4 milliards de FCFA** pour **15 actions** pour lesquelles des financements (Etat et/ou PTF) sont éventuellement mobilisables et **116,7 milliards de FCFA (82 actions)** restent à rechercher.

Concernant cet Axe, les actions prioritaires ci-dessus seront mises en œuvre par le Gouvernement d'Union Nationale et principalement par les Départements ministériels suivants :

1. Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre ;
2. Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration ;
3. Ministère de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Nationale ;
4. Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale ;
5. Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux ;

Scanné avec CamScanner

6. Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance ;
7. Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
8. Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale ;
9. Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique ;
10. Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme ;
11. Ministère de la Communication ;
12. Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique et du Tourisme ;
13. Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et Leadership Entrepreneurial ;
14. Ministère des Finances, du Budget et des Comptes publics ;
15. Secrétariat Général du Gouvernement.

8.3. Analyse des actions au niveau de l'axe 3

L'axe 3 de la Feuille de Route du Gouvernement d'Union Nationale porte sur le retour à l'ordre constitutionnel et la refondation de l'Etat.

En ce qui concerne cet axe, le Cahier des charges de la Transition fixe la déclinaison en actions ou projets d'actions résultant des principales Résolutions et Recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS). Les préoccupations soulevées au cours du DNIS attestent que les Tchadiennes et les Tchadiens partagent les mêmes rêves et les mêmes angoisses. Le profond désir de changement est partagé par toutes les populations tchadiennes. Dans cette perspective, le DNIS, qui a été placé sous le sceau de la refondation de l'Etat sur des bases nouvelles justes et consensuelles, a pris en compte les actions prioritaires permettant de créer le nouveau pacte social devant corriger les dérives socio-politiques qui ont émaillé notre histoire commune et offrir des raisons à tous de regarder l'avenir avec confiance.

A cet égard, les participants au DNIS conviennent que la réponse adéquate au phénomène du mal vivre-ensemble des Tchadiens viendra de la collaboration et de la contribution inclusive de toutes les forces vives nationales, pour un changement d'attitudes et de comportements des citoyens qui doivent surtout régler, en arrière-plan, les clivages détestables, susceptibles de porter atteinte à la concorde nationale.

La conviction profonde des participants au DNIS est que les réformes ne sont pas en elles-mêmes suffisantes. Elles doivent nécessairement être accompagnées de modifications profondes dans les attitudes, comportements et mœurs des citoyens. En d'autres termes, les Tchadiennes et les Tchadiens doivent se libérer des contraintes morales, sociales et politiques qui pèsent sur chacune et chacun d'eux et prendre conscience de leurs responsabilités respectives vis-à-vis des autres et de l'Etat.

En tout état de cause, l'indication des actions stratégiques, qui est une évidence, commande l'accomplissement simultané des actions prioritaires énumérées dans le Cahier des Charges dans le délai de 24 mois de la Transition et ce, en fonction des moyens. Un ordre de priorité tenant compte de l'importance et/ou de l'urgence séquencée des résolutions et recommandations est établi pour leur mise en œuvre méthodique et réaliste.

Scanné avec CamScanner

L'essentiel des efforts sera consacré à toutes les activités en amont de la tenue des élections générales. A cet égard, la mobilisation des ressources nationales et des partenaires au développement est primordiale. Elle doit commencer immédiatement et dès le premier semestre de la période de Transition et se poursuivre sur les 24 mois. Le Gouvernement d'Union Nationale va amplifier le plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires à la bonne conduite de la période de Transition.

In fine, le Gouvernement ne sera jugé ou apprécié qu'à travers l'organisation des élections réussies et reflétant la vérité des urnes pour un retour à l'ordre constitutionnel dans le délai imparti.

Le Gouvernement d'Union Nationale élaborera un projet de nouvelle Constitution tenant compte des aspirations profondes du peuple tchadien conformément aux résolutions et recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain. Ce projet de Constitution aura pour ambition l'établissement des institutions fortes, stables, capables de garantir la justice, la paix et la démocratie. Le Gouvernement d'Union Nationale est déterminé à assurer la transparence et la crédibilité des prochaines élections générales et à permettre à tous les Tchadiens des deux sexes en âge de voter, de jouir de leurs droits civiques et politiques.

Les élections qui suivront la période de la deuxième phase de la Transition permettront d'installer le Tchad dans une trajectoire de paix par une dévolution pacifique du pouvoir.

La mise en œuvre des actions prévues dans cet axe engendre un coût de **160,4 milliards de FCFA,** soit **16%** du coût global de la Feuille de Route révisée. Sur ce montant, **18 milliards de FCFA** pour **une (01) action** est déjà mobilisé à travers le Budget Général de l'Etat et **142, 4 milliards de FCFA (15 actions)** restent à rechercher.

Les principales actions de cet axe portent notamment sur :

- la mobilisation des fonds additionnels pour l'organisation des élections générales ;
- la mise en place d'un Cadre de Concertation Politique ;
- la révision du cadre légal régissant les Partis Politiques ;
- la mise en place d'une commission en charge de l'organisation des consultations référendaires ;
- la révision de la cartographie administrative et électorale ;
- l'audit et révision du fichier électoral biométrique ;
- l'organisation des élections référendaires ;
- la mise en place d'un Organe de Gestion des Elections (OGE) permanent ;
- l'élaboration et adoption d'un Code électoral en vue des élections générales ;
- l'organisation des élections générales.

Les actions prévues dans cet axe seront mises en œuvre par le Gouvernement, la Cour Suprême, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), les différents Comités de

Scanné avec CamScanner

suivi chargés de la mise en œuvre des Résolutions et Recommandations du DNIS, les Organes spéciaux chargés des élections et principalement par les Départements ministériels suivants :

- Ministère de la Justice et des Droits Humains ;
- Ministère de la Communication ;
- Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale ;
- Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration ;
- Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance ;
- Ministère de la Prospection Economique et des Partenariats Internationaux ;
- Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics ;
- Secrétariat Général du Gouvernement.

Tableau 5 : Répartition du coût des actions de Transition par axes

Intitulé des axes	Coût total des actions (en MDS de FCFA)	%
Axe 1 : Défense, Sécurité, Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale	728,3	72%
Axe 2 : Promotion de la bonne gouvernance et de l'Etat des droits	127	12%
Axe 3 : Retour à l'ordre constitutionnel et la refondation du Tchad	160,4	16%
Total	**1 015,7**	**100%**

9. Stratégie de mobilisation de ressources pour le financement de la Feuille de Route révisée

Les actions prioritaires prévues dans la présente Feuille de Route révisée du Gouvernement d'Union Nationale seront financées d'une part par le Budget général de l'Etat, d'autre part par les partenaires au développement ainsi que les pays amis.

La réussite de la seconde phase de la Transition dépendra en partie de la mobilisation accrue des ressources supplémentaires. Celles-ci peuvent être obtenues par les stratégies suivantes :

- l'organisation d'un Colloque ou d'une Conférence avec les bailleurs de fonds pour le financement de la Feuille de Route révisée ;
- l'organisation de missions de négociations bilatérales.

Scanné avec CamScanner

Tableau 6 : Répartition du financement de la Feuille de Route révisée selon la disponibilité

Financement	(en milliards de FCFA)	Pourcentage
Disponible (D)	74,9	7,4%
A Rechercher (AR)	940,8	92,6%
Total	**1 015,7**	**100,0%**

10. Chronogramme de la mise en œuvre des actions de la 2ème phase de Transition

Le chronogramme des actions de la Transition prend en compte les axes selon un ordre de priorité chronologique de mise en œuvre et indique également les Institutions, les Organes spéciaux et les Départements ministériels responsables de leur réalisation.

Les actions prioritaires relatives à la sécurité et à la défense relèvent des activités ordinaires et continues de l'Etat mais essentielles pour la mise en œuvre des actions liées à la deuxième phase de Transition pour déboucher sur celles dont la réalisation doit conduire à la réforme du corpus juridique suivant les résolutions issues du DNIS ainsi qu'à l'organisation d'un référendum constitutionnel et des élections générales libres et transparentes.

Scanné avec CamScanner

Tableau 7: Chronogramme de mise en œuvre des actions de la phase II de la Transition

Actions	2022			2023												2024								
	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Mobilisation des fonds additionnels pour l'organisation des élections générales																								
Mise en place et opérationnalisation d'un Cadre de Concertation Politique																								
Révision du cadre légal régissant les Partis Politiques																								
Mise en place et opérationnalisation d'une commission en charge de l'organisation des consultations référendaires																								
Révision de la cartographie administrative et électorale																								
Audit et révision du fichier électoral biométrique																								
Organisation des élections référendaires																								
Mise en place et opérationnalisation d'un Organe de Gestion des élections (OGE) permanent																								
Elaboration et adoption d'un code électoral en vue des élections générales																								
Organisation des élections générales																								

Scanné avec CamScanner

11. Recommandations

L'élaboration de la Feuille de Route révisée du Gouvernement d'Union Nationale de Transition met en évidence des actions pour lesquelles des ressources additionnelles doivent être fortement mobilisées.

Ainsi, il est recommandé pour le financement des actions de la Transition phase II de :

- désigner le Haut Comité de Pilotage et son Comité Technique d'Appui pour assurer le suivi de la mise en œuvre des actions de la Feuille de Route révisée ;
- organiser des missions de négociations bilatérales ;
- organiser un Colloque ou une Conférence avec les bailleurs de fonds.

Scanné avec CamScanner

Table de matières

SOMMAIRE....2

LISTE DES TABLEAUX....3

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS....4

2. OBJECTIFS DE LA FEUILLE DE ROUTE REVISEE....5

3. RESULTATS ATTENDUS....5

4. APPROCHE METHODOLOGIQUE....5

5. COHERENCE DE LA FEUILLE DE ROUTE REVISEE AVEC LES POLITIQUES ET STRATEGIES EXISTANTES....6

6. EVALUATION DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA PHASE I....7

7. SYNTHESE DES ACTIONS POUR LA PHASE II DE TRANSITION....8

8. ANALYSE DES ACTIONS DE LA 2EME PHASE DE TRANSITION PAR AXES....10

TABLES DE MATIERES....23

ANNEXES....24

Scanné avec CamScanner

Annexes

Scanné avec CamScanner

Annexe 1 : Matrice des actions de la Feuille de Route révisée

Scanné avec CamScanner

CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE LA 2EME PHASE TRANSITION

Axe 1 : Défense, Sécurité, Paix, Cohésion Sociale et Réconciliation Nationale					
1	Contribution à l'élaboration du programme DDR conformément à l'Accord de Doha	36 000 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux	Etat/PTF	AR
2	Révision et mise en œuvre du programme de déminage et des engins explosifs en prenant en compte le dédommagement des victimes	5 100 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux	Etat/PTF	AR
3	Mobilisation des ressources additionnelles nécessaires à la création des conditions de retour des déplacés internes dans leurs terroirs (cas des zones affectées par le phénomène de la secte Boko haram)	1 000 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux	Etat/PTF	AR
4	Sécurisation de la mobilité et les espaces pastoraux et agro-pastoraux	3 500 000 000	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Etat/PTF	AR
5	Renforcement des capacités techniques des instances locales de prévention et gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et organisation des fora intercommunautaires pour l'amelioration de la cohabitation pacifique	800 000 000	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Etat/PTF	AR
6	Organisation de la Semaine Nationale du Tourisme	200 000 000	Ministère en charge des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
7	Création et operationnalisation d'un Fonds d'Appui au développement de l'Artisanat	2 500 000 000	Ministère en charge des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
8	Organisation d'un grand concert dénommé "N'Djamena Capitale de la Culture pour l'Unité et la Solidarité"	80 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	D

Scanné avec CamScanner

9	Organisation du Festival DARY	800 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat	AR
10	Mise en œuvre de la Politique Culturelle du Tchad	4 000 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
11	Organisation d'un rendez-vous mensuel de brassage interculturel des jeunes	200 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
12	Promotion des droits humains des différentes communautés à travers l'expression culturelle et artistique	150 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
13	Promotion des valeurs morales, sociales et culturelles par les canaux de communication artistiques	120 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
14	Socialisation du concept de la diversité et développement des échanges culturels (semaines culturelles, immersion, organisation des festivals, carnavals, concerts, découverte et respect de l'autre,...)	500 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
15	Elaboration et mise en œuvre d'un projet de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent par la culture	200 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
16	Formation et renforcement des acteurs de la décentralisation	500 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
17	Dotation des Collectivités des ressources indispensables afin de booster le développement à la base	20 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

18	Suivi et contrôle en vue d'assurer un bon fonctionnement des Communes	210 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
19	Réalisation des études et construction des canaux de drainage des eaux pluviales pour la ville de N'Djamena et dans les autres grandes villes	40 000 000 000	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Etat/PTF	AR
20	Protection des berges des fleuves Chari et Logone, Mayo Kébbi et le Batha et lutte contre les érosions de leurs bassins versants	50 000 000 000	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Etat/PTF	AR
21	Mise en place d'un programme de réinsertion des enfants en conflit avec la loi	60 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat/PTF	AR
22	Ouverture d'une enquête sur les cas de disparition	250 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat	AR
23	Renforcement des mécanismes de prévention des risques sanitaires	54 193 360 060	Ministère de la Santé Publique et de la Prévention	Etat	AR
24	Organisation de la Fête Nationale de la Jeunesse	200 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	D
25	Organisation d'un Camp National des Jeunes	500 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
26	Organisation du 3ème Forum National de la Jeunesse	500 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
27	Formation des leaders des Organisations de jeunes sur le vivre ensemble et la citoyenneté dans les 23 Provinces	100 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
28	Formation des animateurs de Jeunesse sur la gestion des associations et structures d'encadrement de la Jeunesse	100 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
29	Vulgarisation de l'agenda 2063 de l'UA et la Résolution 2250 des Nations Unies sur la Jeunesse, Paix et Sécurité	50 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
30	Organisation d'un salon de l'innovation et de la créativité	100 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

31	Création d'un incubateur pilote à N'Djamena	100 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
32	Organisation d'un marathon pour la paix	50 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
33	Organisation de la semaine nationale des sports scolaires	450 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
34	Organisation du tournoi inter-arrondissements à N'Djamena	30 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
35	Organisation de la journée nationale de la pratique sportive	100 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entreupreunarial	Etat/PTF	AR
36	Implication des femmes dans les instances de prise de décision dans les mécanismes de Paix et de Sécurité	1 051 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
37	Appui à l'autonomisation, au renforcement du pouvoir économique des femmes et à la réduction des inégalités de genre	6 000 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
38	Mise en œuvre de l'agenda Femme paix et sécurité	1 000 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
39	Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	420 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
40	Mise en œuvre de la politique de protection sociale et de la famille	3 062 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
41	Assistance et protection des personnes vivant avec un handicap	530 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
42	Mise en œuvre de résolution 1315 du Conseil de Sécurité des Nations Unis (Femmes-Paix -Sécurité)	4 000 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
43	Opérationnalisation du Fonds National de Solidarité (FNS)	30 000 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
44	Construction des data center nationaux	39 569 733 219	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat	D

Scanné avec CamScanner

45	Accroissement de la scolarisation des filles et enfants en milieux défavorisés (nomades, déplacés, réfugiés, handicapés , milieu insulaire, ...) en tenant compte du Genre	7 614 116 147	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat/PTF	AR
46	Offre éducative en dotant les écoles des zones en insécurité alimentaire en cantine scolaire	500 000 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat/PTF	AR
47	Construction des espaces pédagogiques pour les sinistrés	1 000 000 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat/PTF	AR
48	Actualisation du modèle de projection d'inondations fluviales à N'djaména	25 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat	AR
49	Opération d'identification, recensement et recueil des données des sinistrés dans les zones inondées et inondables	300 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
50	Programme de Prévention des risques liés aux inondations à court terme (Construction et réhabilitation des Digues)	15 000 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
51	Réhabilitation et réalisation des ouvrages de drainage des eaux pluviales en réponse aux inondations de 2022	20 000 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
52	Renforcement des capacités de l'Armée et formation AA au profit de l'Armée de l'Air	7 470 000 000	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR
53	Contruction de trois (03) casernes	23 434 136 581	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR
54	Construction de cinq (05) bases OPS	3 970 200 000	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR
55	Acquisition de moyens de transports fluviaux	413 750 000	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR
56	Réalisation des aéronefs au profit de l'Armée de l'Air	10 000 000 000	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

57	Acquisition de matériels de transports	2 000 000 000	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR
58	Acqusition de fournitures au profit de la Gendarmerie Nationale	20 000 000 000	Ministère des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	AR
59	Tenue régulière des commissions mixtes de coopération avec les pays amis	227 612 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat	AR
60	Multiplication des rencontres diplomatiques de nature à renforcer la sécurité transfrontalière avec les pays voisins	150 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat	AR
61	Formulation et mise en œuvre des mesures incitatives visant à valoriser les apports de la diaspora dans l'objectif d'en faire un des leviers du développement du pays	250 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat	AR
62	Mise en œuvre d'un mécanisme de suivi de la diaspora	500 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat	AR
63	Participation à la construction d'une vision partagée entre les tchadiens de l'intérieur et de l'étranger pour promouvoir les intérêts stratégiques du Tchad	500 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat/PTF	AR
64	Promotion de la participation de la diaspora dans le développement politique, économique, social et culturel	200 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat/PTF	AR
65	Organisation des états généraux de la diaspora	100 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'Etranger et de la Coopération Internationale	Etat	AR
66	Réactivation du comité mixte de sécurité pour la ville de N'Djamena	6 672 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	D
67	Réativation des comités mixte de sécurité dans les chefs-lieux de province	4 224 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR

Scanné avec CamScanner

68	Renforcement des opérations de désarmement des civils à N'Djamena et dans les provinces	8 000 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
69	Création d'un troisième Commissariat Central pour la ville de N'Djamena et d'autres Commissariats d'Ordre Public à l'interieur du pays	6 666 666 667	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
70	Recrutement de 2500 Gardiens de la Paix	10 290 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
71	Equipement en moyens roulants du GMIP et les Sous-GMIP (242 Toyota Hard-Up 200)	11 616 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
72	Opérationnalisation du service de vidéosurveillance de la Police Nationale	4 666 666 667	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
73	Recrutement sur titre de 200 Techniciens (Informaticiens, Statisticiens, Juristes et Médecins, etc.)	1 920 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
74	Opérationnalisation des Sous-Groupements Mobiles d'Intervention de Police (S/GMIP) dans certaines Provinces de grande importance	5 444 812 800	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
75	Intensification des activités des services chargés de la lutte contre le terrorrisme	6 266 666 667	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
76	Redynamisation de la police de proximité	1 066 666 667	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	AR
77	Négociation avec les groupes armés restants non signataire des accords de Doha	3 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
78	Négociation avec les éxilés politiques	500 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
79	Accueils, hebergements, restaurations et transports des politico-militaires non signataires des accords	2 500 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
80	Campagne de sensibilisation dans les provinces des politico-militaires sur le désarmement, la paix et l'unité nationale	2 500 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
81	Mise en place de la Commission Nationale de Paix, Réconciliation et Cohésion Sociale et ses démembrements ainsi que la formation et l'équipement des membres	5 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

82	Elaboration et mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de la Prévention, Médiation et gestion des conflits liés aux ressources naturelles (avec la participation des autres départements ministèriels concernées)	75 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
83	Elaboration et mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réconciliation Nationale et de la Consolidation de la Paix (avec la participation des autres départements ministèriels concernées)	25 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
84	Mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extremisme (avec la participation des autres départements ministèriels concernées)	25 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
85	Exécution de manière effective de la disposition de l'Accord de Doha relative à la restitution des biens des signataires y compris ceux des nouveaux accords	1 500 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
86	Mise en place d'une Commission d'enquête chargée d'élucider les cas de disparitions de personnes et des crimes politiques	2 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
87	Exécution des décisions judiciaires relatives à l'indemnisation des victimes du régime HABRE (en partenariat avec le Ministère de la Justice)	75 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
88	Organisation des missions de contact et de rapatriement de la dépouille de l'ancien Président Hissein HABRE	1 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat	AR
89	Mise en Place d'un fonds national de paix et de Réconciliation	15 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
90	Mise en Place de l'Observatoire National de Réconciliation Nationale	1 500 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
91	Elaboration et mise en œuvre du Programme National de la Cohésion Sociale	5 000 000 000	Ministère de la réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale	Etat/PTF	AR
Cout de l'axe 1		**728 264 387 475**			
Axe 2 : Promotion de la bonne gouvernance et de l'Etat des droits					
92	Mobilisation des fonds additionnels pour l'amélioration de l'efficacité et de la crédibilité de la justice par le renforcement des capacités des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail	1 500 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

93	Promotion des partenariats publics-privés et les financements alternatifs innovants pour le financement des projets structurants en vue de soutenir le développement durable y compris l'industrialisation	500 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux	Etat/PTF	AR
94	Contribution à l'évaluation des performances des services publics (programmes et projets)	500 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux	Etat/PTF	AR
95	Organisation des états généraux de l'Artisanat	80 000 000	Ministère en charge des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
96	Adoption et mise en œuvre de la Politique Nationale du Développement de l'Artisanat (PNDA)	22 000 000	Ministère en charge des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat/PTF	AR
97	Actualisation des textes législatifs et règlementaires	1 265 000 000	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Etat/PTF	AR
98	Amélioration de la sécurité routière et la prévention	3 884 836 400	Ministère des Transports Terrestres et de la Sécurité Routière	Etat/PTF	AR
99	Développement de l'information, de l'éducation et la communication (IEC) en transports rerrestres et sécurité routière	645 000 000	Ministère des Transports Terrestres et de la Sécurité Routière	Etat/PTF	AR
100	Evaluation des conclusions des états généraux de la justice de 2003	35 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat/PTF	AR
101	Création d'une juridiction chagée de reprimer les infractions économiques et financières	60 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat	AR
102	Elaboration et adoption d'une Charte des Droits et libertés des personnes	30 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat/PTF	AR
103	Elaboration d'une Loi portant protection des défenseurs de Droits de l'homme	20 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat/PTF	AR
104	Vulgarisation des textes régissant les droits et libertés fondamentales	60 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat/PTF	AR
105	Modernisation et digitalisation de la justice	100 000 000	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat/PTF	AR
106	Modernisation et e-digitilisation de l'admninstration publique, du seteur privé et associatif pour assurer une meilleure qualité de service public	100 000 000	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

107	Réglementation des activités minières	200 000 000	Ministère des Mines et de la Géologie	Etat/PTF	AR
108	Amélioration des textes légaux et règlementaires (révision Code minier, décrets, arrêtés)	300 000 000	Ministère des Mines et de la Géologie	Etat/PTF	AR
109	Opérationnalisation de la Couverture Santé Universelle	38 230 000 000	Ministère de la Santé Publique et de la Prévention	Etat/PTF	AR
110	Amélioration de la gouvernance et le leadership dans le secteur de la santé	7 769 672 800	Ministère de la Santé Publique et de la Prévention	Etat/PTF	AR
111	Renforcement des capacités du secteur de l'hydraulique	45 000 000	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Etat	D
112	Développement d'e-services dans les domaines prioritaires	68 971 875	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat	AR
113	Rapprochement des administrés de l'Administration	541 500 000	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat	AR
114	Développement des plateformes des données ouvertes (open data)	114 800 000	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat	D
115	Harmonisation et développement des plateformes web institutionnelles	1 628 000 000	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat	D
116	Réactualisation du cadre juridique général des TIC	154 616 000	Ministère des Télécommunications et de l'Economie Numérique	Etat	D
117	Amélioreration de la gouvernance du Ministère en charge des transports terrestres	5 370 007 160	Ministère des Transports Terrestres et de la Sécurité Routière	Etat/PTF	AR
118	Amélioration du climat des affaires	500 000 000	Ministère du Commerce et de l'Industrie	Etat/PTF	D
119	Création d'une Agence Nationale d'Assurance Qualité du Supérieur	7 500 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat	AR
120	Mise en place d'un Fonds destiné à la Formation des Formateurs	2 600 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat	AR

Scanné avec CamScanner

121	Renforcement de capacités des dirigeants des institutions universitaires à la bonne gouvernance	1 200 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat/PTF	AR
122	Elaboration et révision des textes réglementaires	150 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat/PTF	AR
123	Création d'un Fonds d'Appui à la Recherche Scientifique et Technique	2 000 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat/PTF	AR
124	Appui à la mise en oeuvre effective du bilinguisme au supérieur	250 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat/PTF	AR
125	Opérationnalisation et Consolidation des Académies	4 480 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Etat	AR
126	Elaboration des documents stratégiques pour la 2nde phase de la transtion	200 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
127	Mise en place et fonctionnement du Haut Comité de Pilotage et du Comité Technique de suivi des actes du DNIS	2 900 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	D
128	Révision du code des marchés publics	100 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat	D
129	Dématérialisation des procedures des Marchés Publics	1 400 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
130	Liaison du Gouvernement avec le CNT et les grandes Institutions	200 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat	AR
131	Mobilisation des expertises pour l'amélioration de l'action gouvernementale	300 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
132	Réalisation des études en matière de réformes administratives	500 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
133	Création et Opérationnalisation de l'Agence Judiciaire de l'Etat	800 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
134	Mise en œuvre du Plan National de Renforcement des Capacités	560 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
135	Création d'un pool des traducteurs bilingues dans les Ministères	150 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
136	Numérisatrion des Archives	200 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

137	Informatisation du Journal Officiel	150 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
138	Acquisition et Installation d'une mini-imprimerie	530 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	AR
139	Mise en œuvre d'un projet de promotion du bilinguisme à l'ENA et dans l'administration publique	656 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	PTF	AR
140	Organisation d'un seminaire pratique sur les thématiques en lien avec les défis du management public et les filières de l'ENA	135 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	PTF	AR
141	Signature et mise en œuvre d'une convention de partenariat avec des bibliothèques étrangères et d'autres institutions de même nature	56 328 000	Sécretariat Général du Gouvernement	PTF	AR
142	Organisation d'une enquête pour l'évaluation des besoins de formation dans l'administration publique au niveau national suivi d'un atelier de reflexion sur la formation continue au Tchad	90 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	PTF	AR
143	Recyclage systématique des agents de commandements dès leur nomination aux postes de responsabilité	125 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	ETAT	AR
144	Réalisation des études thématiques sur la décentralisation, la gestion financière, l'administration publique, les Ressources Humaines, la gestion des conflits...	100 000 000	Sécretariat Général du Gouvernement	PTF	AR
145	Révision des textes sur les libertés publiques	50 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
146	Suivi et évaluation des activités des associations de la société civile	50 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
147	Renforcement des capacités dans le domaine de la régulation du secteur de l'energie	60 000 000	Ministère des Hydrocarbures et de l'Energie	Etat/PTF	AR
148	Organisation d'activités de sensibilisation sur la regulation et la liberalisation du secteur de l'energie	75 000 000	Ministère des Hydrocarbures et de l'Energie	Etat/PTF	AR
149	Appui à l'opérationnalisation de la société de transport et de distribution de l'energie	60 000 000	Ministère des Hydrocarbures et de l'Energie	Etat/PTF	AR
150	Appui institutionnel à la régulation du secteur de l'energie	230 000 000	Ministère des Hydrocarbures et de l'Energie	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

151	Réactualisation et adoption du Code pétrolier tchadien	30 000 000	Ministère des Hydrocarbures et de l'Energie	Etat	D
152	Création d'une structure chargée de la protection et de la promotion des droits des personnes vivant avec un handicap	500 000 000	Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF	AR
153	Renforcement du cadre légal et opérationnel des chefferies traditionnelles	10 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne	Etat/PTF	AR
154	Relecture, adoption et vulgarisation du Code pastoral	200 000 000	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Etat/PTF	AR
155	Renforcement des capacités des enseignants en formations continue et initiale	2 505 000 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat	AR
156	Mise en place d'un système de géo-référencement de tous les établissements scolaires intégrant une estimation de l'ensemble des ressources des écoles	832 000 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	PTF	AR
157	Amélioration de la gouvernance institutionnelle, financière et budgétaire	383 000 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat	AR
158	Développement de l'enseignement bilingue dans les établissements scolaires	954 331 500	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat	AR
159	Mise en place des bases des données urbaines sur 10 villes	1 968 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
160	Participation à l'élaboration de la politique foncière nationale et actualisation du code foncier	312 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
161	Organisation d'un forum urbain national	100 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
162	Elaboration d'un document de Politique Nationale de l'Habitat	120 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
163	Opérationnalisation de l'Observatoire de l'Habitat et du Développement Urbain	100 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

164	Modernisation de la gestion foncière au Tchad	115 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
165	Sensibilisation sur la législation foncière dans les mairies d'arrondissement	50 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
166	Actualisation du Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial (SDAP) de la Ville de N'Djamena et ses environs	75 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
167	Elaboration du Schéma Directeur d'Assainissement des eaux Fluvial (SDAF) de N'Djamena et ses environs et tous les chefs-lieux des provinces	8 500 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
168	Elaboration des Schémas Directeurs d'Assainissement Pluvial (SDAP) des 8 chefs-lieux des provinces	4 000 000 000	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	AR
169	Renforcement des capacités/Stages	2 346 666 667	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	AR
170	Inspection et audit des services de police/Vulgarisation des manuels et codes de déontologie policière	600 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	AR
171	Formation des femmes et jeunes diplômés sans emploi et des femmes en éducation financière, en culture entrepreneuriale, en conservation et transformation de produits Agro- Sylvo-Pastorale et autres métiers dans toutes les provinces	214 000 000	Ministère de la Formation Professionnelle, des Métiers et de la Microfinance	Etat/PTF	AR
172	Organisation d'un salon national sur les métiers	200 000 000	Ministère de la Formation Professionnelle, des Métiers et de la Microfinance	Etat/PTF	AR
173	Production de l'annuaire statistique	30 000 000	Ministère de la Formation Professionnelle, des Métiers et de la Microfinance	Etat/PTF	AR
174	Sensibilisation des Forces de Défense et de Sécurité	100 000 000	Ministère de la Communication	Etat	AR
175	Application des textes de protection des journalistes dans leurs métiers	25 000 000	Ministère de la Communication	Etat	D
176	Opérationnalisation des actions pour la garantie des sources et accès aux informations via l'appui aux radios communautaires	853 569 000	Ministère de la Communication	Etat/PTF	AR
177	Révision des textes en lien avec la communication	30 000 000	Ministère de la Communication	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

178	Formation des controleurs aériens	900 000 000	Ministère de l'Aviation Civile et de la Méteorologie Nationale	Etat/PTF	AR
179	Renforcement de la gestion et de la gouvernance fiscale et douaniere, facturation electronique normalisée, digitalisation des processus de collecte des recettes (e-Tax, Sydonia World)	1 125 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	AR
180	Renforcement de la préparation du budget de manière exhaustive, crédible et prenant en compte l'ensemble des politiques publiques	1 200 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	D
181	Amélioration de l'exécution du budget, contrôle intégré et territorialisation de la gestion des finances	750 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	D
182	Modernisation et developpement du module de la commande publique dans le Système de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP)	1 012 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	AR
183	Amélioration de la couverture et de la qualité de l'information financière et comptable	800 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	D
184	Poursuite de l'adaptation des systèmes d'information aux nouvelles réformes et integration de la gestion des Etablissements Publics, institutions, agences, autorites et collectivites auntonomes dans le SIGFiP	1 000 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	AR
185	Renforcement de la surveillance interne et externe et des procedures de gestion des finances publiques	700 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	D
186	Développement et déploiement d'une application de e-Enregistrement et reforme domaniale	850 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	D
187	Renforcement des capacités et formation sur les applications et communication	550 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	D
188	Construction des infrastructures et acquisitions des équipements (Bâtiments, équipements, Energie, réseaux,etc) dans les 23 provinces pour la territorialisation des services financiers (Budget, Impots,tresor,douanes,Contrôle Financiers,etc)	1 422 000 000	Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics	Etat/PTF	AR
Cout de l'axe 2		**127 044 299 402**			
Axe 3 : Retour à l'ordre constitutionnel et la réfondation du Tchad					
189	Appui à l'organisation des élections générales	18 000 000 000	Ministère de l'Administration, de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat	D

Scanné avec CamScanner

190	Mobilisation des fonds additionnels pour l'organisation des élections générales	55 000 000 000	Ministère de la Prospective Economique et des Parténariats Internationaux	Etat/PTF	AR
191	Mise en place d'un Cadre de Concertation Politique	500 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat	AR
192	Mise en place d'une commission en charge de l'organisation des consultations référendaires	2 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
193	Révision de la cartographie administrative et électorale	900 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
194	Audit et révision du fichier électoral biométrique	6 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
195	Organisation des élections référendaires	18 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
196	Mise en place d'un Organe de Gestion des Elections (OGE) permanent	2 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
197	Elaboration et adoption d'un code électoral en vue des élections générales	1 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
198	Organisation des élections générales	45 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR

Scanné avec CamScanner

199	Renforcement du cadre légal de l'organisation administrative	50 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
200	Renforcement du cadre opérationnel de mise en œuvre de l'organisation administrative	200 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
201	Renforcement des capacités techniques et financières des collectivités autonomes	10 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
202	Révision du cadre légal régissant les Partis Politiques	50 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
203	Intégration des TICs dans le processus électoral	1 500 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire, de la Déce ntralisation et de la Bonne Gouvernance	Etat/PTF	AR
204	Mise à contribution des artistes dans l'éducation civique des citoyens durant la période électorale	150 000 000	Ministère des Affaires Culturelles, du Patrimoine Historique, du Tourisme et de l'Artisanat	Etat	AR
Cout de l'axe 3		**160 350 000 000**			
Coût total		**1 015 658 686 877**			

Scanné avec CamScanner

Annexe 2 : Matrice d'évaluation de la Feuille de Route de la phase I

Scanné avec CamScanner

Annexe 2 : Matrice des actions de la période de transition

	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9						
AXE 1 : Renforcement de la Sécurité et de la Défense																								
Acquisition de moyens roulants et pièces de rechange																			Les moyens roulants et pièces de rechange sont acquis	21 278 023 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Dotation en carburants et lubrifiants																			La dotation en carburants et lubrifiants est assurée	27 483 017 960	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Acquisition d'équipements techniques et des infrastructures de l'Armée de l'Air																			Les équipements techniques et les infrastructures de l'Armée de l'Air sont acquis	36 698 835 410	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Réalisation de travaux et équipements de Génie Militaire																			Les travaux et équipements du Génie Militaire sont réalisés	12 112 971 400	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Formation et entrainement des Forces de Défense et de Sécurité																			La formation et l'entrainement des Forces de Défense et de Sécurité sont assurés	9 011 572 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		

Scanné avec CamScanner

Organisation des missions et transport		Les missions et le transport de l'Armée sont assurés	3 159 146 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Acquisition de fournitures et matériels de bureau		Les fournitures et matériels de bureau sont acquis	3 083 540 500	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Locations et charges locatives		Les locations et charges locatives sont assurées	1 083 316 200	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat		
Acquisition de matériels et équipements de la Direction Générale de la Réserve Stratégique (DGRS)		Les matériels et équipements de la Direction Générale de la Réserve Stratégique (DGRS) sont acquis	139 090 444 000	Présidence de la République	Etat		
Transmission et T.I.C de l'Armée		La transmission et les T.I.C de l'Armée sont assurés	1 937 126 860	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Subventions des Offices Chargés des Anciens Combattants et Victimes de Guerres		Les Offices Chargés des Anciens Combattants et Victimes de Guerres sont subventionnés	3 981 419 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat		
Prise en charge des services de santé des Armées		Les services de santé des Armées sont pris en charge	12 735 452 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre /Ministère de la Santé Publique et de la Solidarité Nationale	Etat/PTF		

Scanné avec CamScanner

Création d'un second Commissariat Central de Police pour la ville de N'Djamena et d'autres Commissariats d'Ordre Public à N'Djamena et dans les Provinces	Les services de Police sont rapprochés de la population	5 000 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	En cours	Uniquement de 5 Commissariats dans la ville de N'Djamena sur financement de l'Union Européenne dans le cadre du PASSIT
Recrutement sur titre de 200 Techniciens (Informaticiens, Statisticiens, Juristes et Médecins, etc.)	Les besoins spécifiques en personnel du Ministère comblés	1 440 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	Non Réalisée	
Opérationnalisation des Sous-Groupements Mobiles d'Intervention de Police (S/GMIP) dans certaines Provinces de grande importance	Les manifestations sont bien gérées et le Maintien de l'Ordre est assuré	4 083 609 600	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	En cours	Création de 5 GMIP dans les provinces (Moundou, Sarh, Abéché, Faya et Mongo)
Recrutement et la formation de 1 000 agents de la GNNT	Les capacités humaines de la GNNT sont renforcées	924 988 000	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	Etat	Réalisée	Recrutement effectif de 2500 agents
Opérationnalisation des dispositifs sécuritaires de la GNNT dans toutes les provinces	La GNNT est opérationnelle dans toutes les provinces du pays	2 149 740 000	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	Etat	Réalisée	
Contribution à la mise en œuvre des engagements pris par le Tchad par la campagne lancée par le Réseau d'Action International sur les Armes Légères (IANSA)	Les détenteurs d'armes s'engagent à participer aux efforts du vivre ensemble paisible	50 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Actualisation de la stratégie de lutte et Intensification des activités des services chargés de lutte contre le Terrorisme	Des réseaux terroristes sont identifiés et démantelés	4 730 000 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre /Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale/Ministère de la Reconciliation Nationale et du Dialogue /Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	Non réalisée	

Scanné avec CamScanner

Intensification des contrôles aux frontières		Les frontières du pays sont sécurisées	2 400 000 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre/Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration/Ministère des Finances et du Budget	Etat		
Renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale sur diverses thématiques (lutte contre le trafic illicite transfrontalier, commerce des armes et substances interdites,...)		La coopération bilatérale et multilatérale sur diverses thématiques est renforcée	200 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger/Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale	Etat	Non réalisée	
Renforcement de la sécurité aux frontières par une cartographie nationale		La sécurité aux frontières par une cartographie nationale	6 000 000 000	Ministère des Affaires Foncières, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme	PTF	Non réalisée	
		Coût de l'Axe 1	298 633 201 930				
Axe 2 : Organisation du Dialogue et Consolidation de la Paix et de l'Unité Nationale							
Organisation des missions de négociation avec les groupes armés		Les accords de paix sont signés avec les groupes armés	3 000 000 000	Primature/Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue	Etat/PTF	Réalisé	Les négociations ont duré durant plusieurs mois allant de novembre aout 2022 à Doha au Qatar
Regroupement et prise en charge des ex combattants sur des sites		Les ex combattants sont regroupés et pris en charge sur des sites	3 500 000 000	Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF	En cours	Consultations ont débuté pour la mise en place des comités en charge des DDR

Scanné avec CamScanner

Réactivation du Comité Mixte de Sécurité pour la ville de N'djamena		La Ville de N'Djamena et ses environs sont sécurisés	3 168 000 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre/Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	Réalisé	
Réactivation du Comité Mixte de Sécurité dans les Chefs-lieux des Provinces		Les Provinces sont sécurisées	5 004 000 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre/Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF		
Recrutement de 2500 Gardiens de la Paix		2500 gardiens de la paix sont récrutés	7 875 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	Non Réalisée	
Equipement en moyens roulants du GMIP et les Sous-GMIP (242 Toyota Hard-Up 200)		La mobilité du GMIP est effective et la sécurité de la population est assurée	8 712 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	Non Réalisée	
Acquisition de drones de surveillance		Les drones sont acquis	8 000 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat	Non Réalisée	
Opérationnalisation du service de vidéosurveillance de la Police Nationale		Les principaux axes et artères stratégiques de la ville de N'Djamena et ses environs sont couverts par le dispositif de vidéosurveillance	3 500 000 000	Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration	Etat/PTF	En cours	Début en 2019 et necessité de quelques financements pour finaliser le processu
Intensification de la sensibilisation des différentes communautés pour une cohabitation pacifique en impliquant fortement les autorités traditionnelles, les leaders religieux et d'opinion		Les campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique sont organisées sur l'ensemble du territoire national	450 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	Etat/PTF	Réalisée	
Appui à la communication pour le changement social de perception et de comportement à travers les canaux artistiques (théâtre, musique, cinéma, arts plastiques, porte à porte,...)		Les populations sont sensibilisées sur l'adhésion au désarmement	50 000 000	Ministère de la Culture et de la Promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Organisation de missions de plaidoyer auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux		Les missions de plaidoyer auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux sont effectuées	500 000 000	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale/Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger	Etat/PTF	Non réalisée	

Scanné avec CamScanner

Elaboration et mise en œuvre d'un projet de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent par la culture en vue de leur reinsertion	Le projet de lutte contre le térrorisme et l'insertion des ex-térroriste est élaboré et mis en œuvre	25 468 387 000	Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre/Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale /Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité /Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat/PTF	En cours	Document de stratégie et Plan d'action déjà réalisée avec le financement du PNUD
Mise en œuvre du processus de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR)	Le processus de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR) est mis en œuvre	123 018 000 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre/Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale/Ministère de la Sécurité et de l'Immigration/Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Ministère de l'Administration du territoire	Etat/PTF	En cours	
Opérationnalisation des comités de réconciliation et paix	Les comités de paix et de reconciliation sont mis en place, formés et équipés	2 000 000 000	Primature/Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue	Etat/PTF	En cours	Avec l'appui des partenaires (UE,UA , FHI360, USAID,IDEA,Promédiation,et HD). Signature de convention et inscription dans les plans d'action et signature mettant en place les comités provinciales et départementales
Relance des négociations avec les partenaires sociaux pour la signature du pacte social	Le pacte social est validé et signé	250 000 000	Primature/Comité en charge du dialogue social	Etat		

Scanné avec CamScanner

Organisation d'un dialogue social à travers un forum urbain national	Un forum réunissant tous les acteurs du développement urbain est organisé et des recommandations sont faites sur les enjeux urbains	100 000 000	Ministère des Affaires Foncières, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme	Etat/PTF	Non réalisée	Le premier forum a été organisé en 2016 et organisation tous les ans normalement
Acquisition de deux émetteurs onde courte	Les Tchadiens sur l'ensemble du territoire national suivent les programmes de la radio nationale	1 000 000 000	Ministère de la Communication	Etat	Non réalisée	Accord du Président pour l'acquisition mais non réalisée par manque de financement et reprogrammaiton pour la phase 2 de la transition
Organisation du symposium des femmes sur la paix et la sécurité	400 femmes de 23 provinces sont sensibilisées sur la paix et la sécurité	35 000 000	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	Etat/PTF	Réalisée	
Organisation des formations et sensibilisation en matière des résolutions des conflits sociaux	100 agents techniques et sociaux, responsables des cellules genre sont formés	50 000 000	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	Etat/PTF	En cours	
Formation des leaders religieux, traditionnels sur la résolution pacifique des conflits et la protection des enfants	165 leaders religieux formés	100 000 000	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	Etat/PTF	Non réalisée	
Réunification et réinsertion sociale des enfants	3100 enfants sont réinsérés	600 000 000	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance	Etat/PTF	en cours	
Paiement des dépenses du personnel de l'Armée	Le paiement des dépenses du personnel de l'Armée est assuré	126 000 000 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat		
Acquisition de l'habillement, du campement, du couchage, de l'ameublement et des matériels ordinaires	L'habillement, le campement, le couchage, l'ameublement et les matériels ordinaires de l'Armée sont acquis	9 429 120 500	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Alimentation et Fonds de Fonctionnement	L'Alimentation et le fonds de fonctionnement de l'Armée sont assurés	48 315 195 000	Ministère délégué à la Présidence du Conseil chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre	Etat/PTF		
Socialisation du concept de la diversité et développement des échanges culturels (semaines culturelles, immersion, organisation des festivals, carnavals, concerts, découverte et respect de l'autre….)	Les différentes communautés appréhendent l'importance de la diversité pour le Vivre Ensemble et la construction de la nation tchadienne.	500 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité	Etat/PTF		

Scanné avec CamScanner

Organisation du Festival Dary	L'unité, la cohésion nationale et la paix sont renforcées	300 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité/Ministère du Devéloppement Touristique et de l'Artisanat	Etat/PTF		
Participation à l'organisation du Festival International de culture saharienne	Les cultures sahariennes sont valorisées et l'unité nationale est renforcée	150 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité/Ministère du Devéloppement Touristique et de l'Artisanat	Etat/PTF		
Institutionnalisation et organisation du festival national de musique	Le festival national de musique est organisé	100 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Organisation du carnaval des quartiers et provinces	La communion entre les communautés contribue au vivre-ensemble	450 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Organisation de Rencontres Trimestrielles avec des Jeunes sur des thématiques portant sur leur engagement et participation citoyenne aux actions de développement	Les rencontres Trimestrielles avec les Jeunes sur des thématiques portant sur leur engagement et participation citoyenne aux actions de développement sont organisées	16 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat	Etat/PTF	Réalisée	Partiellement avec l'appui de l'UNPFA et le PNUD. Il a été inscrit dans le PTA des partenaires pour 2022
Formation de 800 Volontaires et identification des structures d'accueil pour leurs insertions citoyennes	800 Volontaires formés et déployés dans les structures d'accueil et réinsérés	90 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat	Etat/PTF	En cours	L'action concerne 1000 volontaires et le recrutement est en cours de réalisation à travers un cabinet indépendant. Ils seront récrutés et déployés dans les ministères de la santé et de l'éducation et divers secteurs. Appui du PNUD et de l'appui de l'Etat dans le cadre d'une subvention
Sensibilisation, Formation et Financement de projets Emplois-Jeunes dans les 23 provinces	Les jeunes sont sensibilisés , formés et leurs projets sont financés dans les 23 provinces	30 000 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat/Ministère de la Formation Professionnelle et des Métiers	Etat/PTF	En cours	Appel à projet lancé et recu plus de 21 000 dossiers (pour retenir 650 projets) a récu étalé sur 3 ans. Date de lancement du projet 24 juin 2022 et l'appel à projet lancée en aout, fin décembre les premiers projets seront financés (Budget Etat avec 58 milliards avec décaissement de 2 milliards et milliards à décaisser)
Réforme et mise en œuvre de la politique nationale de sport	La politique nationale des sports est réformée et mise en œuvre	165 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat	Etat/PTF	Non réalisée	
Organisation des compétitions féminines dans les différentes disciplines sportives	Les compétitions féminines sont organisées dans les différentes disciplines sportives	150 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat	Etat/PTF	Non réalisée	Faute de mobilisaiton de financement via l'Etat
Organisation des Jeux Universitaires (Universiades)	Les Jeux Universitaires sont organisés	300 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat	Etat/PTF	Non réalisée	
Organisation d'une campagne de détection des jeunes talents dans les différentes disciplines sportives	La campagne de détection des jeunes talents dans les différentes disciplines sportives sur l'ensemble du territoire national est organisée	450 000 000	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de l'Entreprenariat	Etat	Non réalisée	

Scanné avec CamScanner

Promotion des valeurs civiques pour la sauvegarde de l'unité nationale et la paix sociale	Les valeurs civiques pour la sauvegarde de l'unité nationale et de la paix sociale sont promues	178 000 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	Etat/PTF		
Mobilisation des Tchadiens de l'étranger pour la participation à l'effort national de sauvegarde de l'unité nationale, de la stabilité et de la paix sociale dans notre pays	Les Tchadiens de l'étranger participent à l'effort national de sauvegarde de l'unité nationale, de la stabilité et de la paix sociale	500 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger	Etat/PTF		
Organisation des pré-forums au Tchad	Les pré-forums sont organisés	1 500 000 000	Primature/Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Comité d'organisation du dialogue	Etat/PTF	Réalisée	Réalisée entre les mois de novembre à Avril dans les provinces, auprès de la diaspora et avec les parties prénantes (Jeunes, femmes,handicapés,...)
Organisation des sessions du Forum National Inclusif	Les sessions du Forum sont organisées	5 000 000 000	Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Comité d'organisation du dialogue	Etat/PTF	Réalisée	20 Aout au 08 octobre 2022
Création d'un comité chargé de suivi permanent des reunions regroupant plusieurs acteurs	Le suivi permanent est assuré	1 000 000 000	Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue	Etat/PTF	Réalisée	
Suivi et évaluation des résolutions du Forum par le Comité Tchad/partenaires	Acte mettant en place le comité signé du PCMT et fonctionnement assuré	100 000 000	Primature/Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Secrétariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	En cours	Mise en place par Décrets du Comité Indépendant de Suivi-Evaluation (CISE), du HCP et du Comité Technique d'Appui et les autres actes seront mis en place plutôt
Appui technique à l'organisation du Dialogue	L'appui technique est assuré	100 000 000	Secrétariat Général du Gouvernement	Etat/PTF		
Organisation des activités d'information, d'éducation, de communication et couverture médiatique	La population est informée et sensibilisée	2 000 000 000	Ministère de la Communication	Etat/PTF	En cours	Partiellement réalisée mais certains volet (éducation, information,communication) necessitent des financements addditionnels à rechercher
Organisation d'un symposium interculturel	Les acteurs socio-politiques s'engagent à l'organisation et la gestion fraternelles du dialogue national inclusif	100 000 000	Ministère de la Culture et de la Promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Sensibilisation et facilitation de la participation des Tchadiens de l'étranger au Dialogue National Inclusif	Les tchadiens de l'étranger sont sensibilisés et leur participation au Dialogue National Inclusif est facilitée	1 000 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger	Etat/PTF		
	Coût de l'Axe 2	424 273 702 300				
Axe 3 : Renforcement de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de Droit						
Dotation des chefs des unités administratives des moyens de travail	Les chefs des unités administratives sont dotées de moyens de travail	3 000 000 000	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	Etat	En cours	Le niveau de réalisation est à haurteur de 100% pour les équipements divers,100% pour les allocations financières et 30% pour les moyens roulants (115 prefets, 23 gouverneurs). Il ne reste plus qu'à doter les Sous-prefets (463)
Mise en place du pool judiciaire anti-terroriste conformément à la nouvelle Loi	Le pool judiciare anti-terroriste est mis en place et fonctionnel	500 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	En cours	

Scanné avec CamScanner

Renforcement des capacités et dotation de la Police Judiciaire en équipements spécifiques	Les capacités du Corps de la police judiciare sont renforcées	1 650 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	Non réalisée	
Renforcement de la gouvernance judiciaire et pénitentiaire	La gouvernance judiciaire et pénitentiaire est renforcée	2 500 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	En cours	70%
Renforcement de la coopération judiciaire dans le cadre du G5 Sahel	La coopération judiciaire dans le cadre du G5 Sahel est effective	700 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains/Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale	Etat/PTF	En cours	
Fonctionnement des instances de supervision, de suivi et de vulgarisation de la mise en œuvre de la feuille de route du Gouvernement de transition	La participation au suivi de la mise en œuvre de la feuille de route est assurée	1 000 000 000	Secrétariat Général du Gouvernement	Etat/PTF		
Réalisation et actualisation des études de faisabilité de projets et programmes	Les études de faisabilité de projets et programmes sont actualisées et ou réalisées	9 000 000 000	Secrétariat Général du Gouvernement	Etat/PTF		
Organisation des réunions trimestrielles et mise en œuvre des solutions au non-respect de l'état de droit	Les réunions sont organisées avec des solutions proposées	75 000 000	Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue/Ministère de la Justice Chargé des Droits Humains/CNDH	Etat/PTF	Réalisée	Organisation des réunions régulières avec les partenaires dont le dernier a eu lieu le 17 novembre 2022
Réalisation de la cartographie sur la situation des Droits de l'Homme	La cartographie sur la situation des DH est réalisée	100 000 000	Ministère de la Justice Chargé des Droits Humains/CNDH	Etat/PTF	En cours	
Mise en place d'une commission de vérification des cas de détentions illégales	Les personnes déteues illégalement sont libérées	80 000 000	Ministère de la Justice Chargé des Droits Humains/CNDH	Etat/PTF	En cours	
Ratification des instruments juridiques internationaux pertinents en matière des Droits de l'Homme	Les instruments juridiques internationaux pertinents en matière des DH sont ratifiés	50 000 000	Ministère de la Justice Chargé des Droits Humains/CNDH	Etat/PTF	En cours	
Campagne de sensibilisation sur l'éducation à la citoyenneté et à la cohabitation pacifique	Les populations sont sensibilisées et cohabitent pacifiquement	70 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains/Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	Non réalisée	
Vulgarisation des textes sur l'accès au droit et à la justice pour tous	Tous les citoyens ont droit et accès à la justice	100 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	Non réalisée	
Traduction des codes disponibles en arabe	Tous les codes sont traduits en arabe	150 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains/Sécretariat Général du Gouvernement	Etat/PTF	Non réalisée	
Appui au comité technique d'élaboration des plans de mise en œuvre des recommandations issues de l'EPU	Le comité technique est fonctionnel	70 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	En cours	
Formation spéciale du personnel judiciaire arabophone	Le personnel judiciaire arabophone est formé	200 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	Non réalisée	

Scanné avec CamScanner

Acquisition et installation d'une mini imprimerie		L'imprimérie du SGG est fonctionnelle	530 000 000	Secrétariat Général du Gouvernement	Etat		
Liaison du Gouvernement avec le Conseil National de Transition		La liaison est assurée entre le Gouvernement et le Conseil National de Transition	200 000 000	Secrétariat Général du Gouvernement	Etat		
Organisation des colloques et semaines sur les problematiques de paix, de l'Etat de droits et de Democratie		Le document de contribution au Dialogue Inclusif et aux consultations permanentes est disponible	200 000 000	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	Etat	. En cours	
Promotion des droits humains des différentes communautés à travers l'expression culturelle et artistique		La démocratie et l'Etat de droit et les productions artistiques valorisées contribuent au respect des principes de l'Etat de droit et de la démocratie	750 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Révision et harmonisation des textes sur les organes de médias		Les textes sur la presse et les organes des médias sont revus et modernisés	93 000 000	Ministère de la Communication	Etat	Non réalisée	
Monitoring des médias		L'actualité sur le Tchad est suivie en temps réel	500 000 000	Ministère de la Communication	Etat	Non réalisée	
Sensibilisation des partenaires bilatéraux et multilatéraux sur le respect des engagements pris par le Tchad en matière de démocratie et de bonne gouvernance		Les partenaires bilatéraux et multilatéraux sont sensibilisés sur le respect des engagements pris par le Tchad	250 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger	Etat		
Redynamisation du Ministère des Affaires Etrangères (chancellerie et ambassades)		Le Ministère est redynamisé	2 500 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger	Etat		
Elaboration, validation et vulgarisation de la Constitution		La Constitution est élaborée, validée et vulgarisée	325 000 000	Gouvernement	Etat/PTF		
Mise à jour/Reprise du fichier électoral		Le fichier électoral est mis à jour/repris	75 000 000 000	Organes spéciaux	Etat/PTF		
Elaboration et adoption d'un code électoral consensuel		Un nouveau projet du code électoral consensuel est élaboré	30 000 000	Organes spéciaux	Etat/PTF		
Organisation d'un Référendum Constitutionnel		Le Référendum Constitutionnel est organisé	15 654 870 000	Organes spéciaux	Etat/PTF		
Organisation des elections générales		Les elections générales sont organisées	81 245 673 600	Organes spéciaux	Etat/PTF		
Mise à contribution des artistes dans l'éducation civique des citoyens durant la période électorale		Les populations et les acteurs sociopolitiques s'impliquent dans le processus référendaire et électorale dans un climat apaisé.	100 000 000	Ministère de la Culture et de la promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Mobilisation des fonds dans le cadre du projet d'appui au Parlement et aux Processus Electoraux (PAPPE) pour promouvoir la gouvernance démocratique au Tchad		La gouvernance inclusive et la transparence des processus électoraux sont améliorés ainsi que les fonctions de contrôle de l'exécutif par l'Assemblée Nationale sont renforcées	5 575 634 500	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale	PTF	Non réalisée	
Mobilisation des fonds dans le cadre de la convention de financement du projet d'appui à la crédibilité et à la transparence des élections au Tchad (ACTET)		Un cadre juridique et institutionnel des élections est mis en place pour l'amélioration de la qualité de l'organisation des élctions au regard des standards internationnaux	6 559 570 000	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale	PTF	Non réalisée	

Scanné avec CamScanner

Assistance technique en appui à l'organisation des élections	Une assistance technique en appui à l'organisation des élections est assurée	20 000 000 000	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale	PTF	Non réalisée	
Prise en charge du contentieux électoral	Le contentieux des élections est pris en charge	3 280 000 000	Cour Suprême	Etat		
Mobilisation des soutiens pour l'accompagnement auprès de la communauté internationale	Les soutiens pour l'accompagnement auprès de la communauté internationale sont mobilisés	300 000 000	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger	Etat		
Formations des magistrats et OPJ sur les techniques d'investigations sur les crimes économiques et financiers	Les magistrats et les OPJ sont formés dans le domaine des investigations sur les crimes économiques et financiers	240 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	Non réalisée	
Missions de contrôle et de suivi des activités judiciaires et pénitentiaires	Les rapports des missions sont déposés et des mesures correctives sont prises par le Garde des Sceaux	105 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	En cours	
Organisation de la conférence des chefs des juridictions	La conférence des chefs des juridictions est organisée	150 000 000	Ministère de la Justice chargé des Droits Humains	Etat/PTF	En cours	
Poursuite de l'amélioration du cadre juridique fiscal et maîtrise graduelle la matière imposable et des dépenses fiscales	Le cadre juridique fiscal est amélioré et une maitrise graduelle de la matière imposable et des dépenses fiscales est assurée	1 020 000 000	Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Renforcement de la communication aux contribuables et entre les différentes régies chargées de la collecte des recettes intérieures	La communication aux contribuables et entre les différentes régies chargées de la collecte des recettes intérieures est renforcée		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Renforcement et modernisation de l'administration et gestion des régies dans la collecte des recettes intérieures	L'administration et la gestion des régies dans la collecte des recettes intérieures sont renforcées et modernisées		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Renforcement de la fonction macro budgétaire	La fonction macro budgétaire est renforcée	677 866 667	Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Renforcement de l'élaboration et de la documentation budgétaire	L'élaboration et la documentation budgétaire sont renforcées		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Opérationnalisation du budget programme en prélude au basculement	La gestion budgétaire est réalisée en mode programme		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Mise en œuvre de la déconcentration de l'ordonnancement dans une chaine de la dépense réformée	La déconcentration de l'ordonnancement dans une chaine de la dépense réformée est opérationnelle		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Délocalisation et optimisation du contrôle financier dans le cadre du budget programme.	Le contrôle financier est délocalisé et optimisé		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Promotion de la transparence dans les opérations de commande publique en facilitant l'accès du public à l'information	La transparence dans les marchés publics est assurée		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Poursuite de l'amélioration des pratiques des corps de contrôle sur les standards internationauxselon les normes INTOSAI.	Les corps de contrôle utilisent les meilleures pratiques internationales		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Mise en place progressive des nouveaux cadre normatif budgétaires et référentiels comptables induits par la LOLF	Les nouveaux cadre normatif budgétaires et référentiels comptables sont vulgarisés		Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Production dans les délais prescrits, d'une information comptable et financière de qualité	L'information comptable et financière est produit dans les délais et de qualité	619 100 000	Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		

Scanné avec CamScanner

Sécurisation et déploiement du SI dans les Provinces, les Collectivités Autonomes, les Entreprises et Établissements publics	Sécurisation et déploiement du SI dans les Provinces, les Collectivités Autonomes, les Entreprises et Établissements publics	1 839 549 261	Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Renforcement de la transparence dans toutes étapes du processus budgétaire	La transparence dans le cycle budgétaire est renforcée	402 933 333	Ministère des Finances et du Budget	Etat/PTF		
Promotion des valeurs morales, sociales et culturelles par les canaux de communication artistiques	Les citoyens adoptent les principes d'inclusion et contribuent aux efforts de bonne gouvernance	750 000 000	Ministère de la Culture et de la Promotion de la Diversité	Etat/PTF		
Création des trois chaines de télévision	Trois chaines de télévision sont créées	1 000 000 000	Ministère de la Communication	Etat	Non réalisée	Difficulté d'accès aux financements
Organisation du Récensement Général de la Population, de l'Habitat et de l'Agriculture (RGPHA) 3	Le RGPHA3 est réalisé	34 509 418 800	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale	Etat/PTF	Non réalisée	
	Coût de l'Axe 3	**273 652 616 161**				
	Coût Total	**996 559 520 591**				

Scanné avec CamScanner

Annexe 3 : Décret N° 0020/PT/PM/2022 Portant Création d'un Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

Scanné avec CamScanner

REPUBLIQUE DU TCHAD Unité – Travail - Progrès

PRESIDENCE DE TRANSITION

PRIMATURE

Visa : SGG

DECRET N° 0020 /PT/PM/2022

Portant Création d'un Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

LE PRESIDENT DE TRANSITION,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

(/u la Charte de Transition révisée ;

(/u Décret N°0002/PT/2022 du 12 octobre 2022 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition ;

(/u Décret N°0003/PT/PM/2022 du 14 octobre 2022 portant nomination des Membres du Gouvernement de Transition ;

(/u les Résolutions et Recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) du 08 octobre 2022 ;

Sur proposition du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition,

DECRETE :

Article 1er : il est créé un Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions et Recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain en abrégé, « HCP ».

Article 2 : le Haut Comité de Pilotage, présidé par le Premier Ministre, est une instance de supervision et d'orientation de la mise en œuvre des Résolutions et des Recommandations du DNIS.

A ce titre, il est chargé de :

جمهوريـــة تشـــاد وحدة - عمل - تقدم

رئاسة الفترة الانتقالية

رئاسة الوزراء

تأشيرة: أ ع ح

مرسوم رقم _____/ر ف ا/ر و/2022

يقضي بإنشاء لجنة توجيهية عليا مكلفة بمتابعة تنفيذ قرارات الحوار الوطني الشامل والسيادي

إنّ رئيس الفترة الانتقالية،
رئيس الجمهورية،
رأس الدولة،
رئيس مجلس الوزراء؛

بناءً على الميثاق الانتقالي المعدّل؛

بناءً على المرسوم رقم 0002/ر ف ا/2022 الصادر في 12 أكتوبر 2022 القاضي بتعيين رئيس للوزراء، رئيس الحكومة الانتقالية؛

بناءً على المرسوم رقم 0003/ر ف ا/ر و ا/2022 الصادر في 14 أكتوبر 2022 والقاضي بتعيين أعضاء الحكومة الانتقالية؛

بناءً على قرارات وتوصيات الحوار الوطني الشامل والسيادي بتاريخ 08 أكتوبر 2022؛

باقتراح من رئيس الوزراء، رئيس الحكومة الانتقالية،

يُصدر المرسوم:

المادة 1: أُنشأت لجنة توجيهية عليا مكلفة بمتابعة تنفيذ قرارات وتوصيات الحوار الوطني السيادي الشامل، تسمى باختصار "HCP".

المادة 2: إنّ اللجنة التوجيهية العليا التي يترأسها رئيس الوزراء، هي هيئة تشرف على تنفيذ وتوجيه قرارات وتوصيات الحوار الوطني الشامل والسيادي.

وعليه، فهي مكلفة بالمهام التالية:

Scanné avec CamScanner

Scanné avec CamScanner

- donner des orientations stratégiques pour la mise en œuvre du Cahier des Charges de la Transition ;
- appuyer la recherche et la mobilisation des ressources pour le financement des actions du Cahier des Charges de la Transition ;
- évaluer l'état de mise en œuvre des actions du Cahier des Charges de la Transition par les départements sectoriels concernés ;
- rendre compte au Président de Transition en vue de recueillir des orientations éventuelles.

Article 3 : le Haut Comité de Pilotage est composé des représentants du Gouvernement, du Conseil National de Transition (CNT), des Forces de Défense et de Sécurité et des Organisations de la Société Civile.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du Haut Comité de Pilotage seront fixées par un texte spécifique.

Article 4 : le Haut Comité de Pilotage est appuyé par un Comité Technique.

Article 5 : Présidé par le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement, le Comité Technique est chargé de faciliter la mise en œuvre du Cahier des Charges de Transition.

A ce titre, il a pour missions de :
- s'assurer de l'exécution des orientations issues du HCP ;
- coordonner les travaux techniques ;
- informer le HCP de l'évolution de la mise en œuvre du Cahier des Charges de Transition ;
- préparer les agendas et dossiers des réunions du HCP et des autres parties prenantes de la Transition ;
- produire les rapports et autres activités du HCP ;

- إعطاء التوجيهات الاستراتيجية لتنفيذ دفتر مهام الفترة الانتقالية؛
- دعم البحث عن الموارد وحشدها لتمويل أعمال دفتر مهام الفترة الانتقالية؛
- تقييم حالة تنفيذ الوزارات القطاعية المعنية لأعمال دفتر مهام الفترة الانتقالية؛
- تقديم تقرير إلى الرئيس الفترة الانتقالية بغية تلقي التوجيهات المتحملة.

المادة 3: تتكون اللجنة التوجيهية العليا من ممثلي الحكومة وممثلي المجلس الوطني الانتقالي وقوات الدفاع والأمن وجمعيات المجتمع المدني.

يتم تحديد كيفية تنظيم وسير عمل للجنة التوجيهية العليا من خلال نص خاص.

المادة 4: تُدعم اللجنة التوجيهية العليا بلجنة فنية.

المادة 5: تُكلف اللجنة الفنية التي يترأسها رئيس الوزراء بتسهيل تنفيذ دفتر مهام الفترة الانتقالية.

وعليه، فهي تضلع بالمهام التالية:
- التأكد من تنفيذ توجيهات اللجنة التوجيهية العليا؛
- تنسيق الأعمال الفنية؛
- إحاطة اللجنة التوجيهية العليا علمًا بتطور عملية تنفيذ دفتر مهام الفترة الانتقالية؛
- إعداد أجندة وملفات اجتماعات اللجنة التوجيهية العليا والأطراف المعنية بالفترة الانتقالية؛
- إعداد التقارير وأنشطة اللجنة التوجيهية العليا الأخرى؛

Scanné avec CamScanner
Scanné avec CamScanner

- rédiger tous les projets de textes et les documents de travail se rapportant à cette mission ;
- donner des avis techniques au Haut Comité de Pilotage pour toutes les questions liées à une meilleure conduite du processus de la deuxième phase de Transition ;
- proposer toutes les actions susceptibles de faciliter la mise en œuvre des Réformes envisagées dans le cadre du DNIS ;
- vulgariser les Résolutions et Recommandations issues du DNIS.

- صياغة جميع مشاريع النصوص ووثائق العمل المتعلقة بهذه المهمة؛
- إبداء الرأي الفني للجنة التوجيهية العليا في جميع المسائل ذات الصلة بقيادة عملية المرحلة الثانية للانتقال؛
- اقتراح كافة الأعمال التي يمكن أن تسهل تنفيذ الإصلاحات المقررة في إطار الحوار الوطني الشامل والسيادي؛
- تعميم القرارات والتوصيات المنبثقة من الحوار الوطني الشامل والسيادي.

Article 6 : la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité Technique sont fixés par Arrêté du Premier Ministre de Transition, sur proposition du Ministre Secrétaire Général du Gouvernement.

المادة 6: تحدد تشكيلة اللجنة الفنية وطرق سير عملها بقرار من رئيس الوزراء بقترحه الوزير الأمين العام للحكومة.

Article 7 : les charges de fonctionnement du Haut Comité de Pilotage et du Comité Technique sont supportées par le Budget Général de l'Etat et les contributions éventuelles des partenaires.

المادة 7: تتحمل الميزانية العامة للدولة نفقات سير عمل اللجنة التوجيهية العليا واللجنة الفنية، ومساهمة الشركاء المحتملة.

Article 8 : le présent Décret prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

المادة 8: يدخل هذا المرسوم حيّز التنفيذ ابتداء من تاريخ التوقيع عليه، ويسجل وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية.

N'Djaména, le 28 OCTOBRE 2022 أنجمينا بتاريخ

Le Général الجنرال

MAHAMAT IDRISS DEBY ITNO

محمد إدريس ديبي إتنو

Par le Président de la République, عن رئيس الجمهورية

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition رئيس الوزراء، رئيس الحكومة الانتقالية

SALEH KEBZABO صالح كبزابو

Scanné avec CamScanner
Scanné avec CamScanner

Annexe 4 : Décret N° 0021/PT/PM/2022 Portant Création d'un Cadre Indépendant de Suivi-Evaluation des Résolutions et Recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

Scanné avec CamScanner

REPUBLIQUE DU TCHAD
..*.*.*
PRESIDENCE DE TRANSITION

UNITE-TRAVAIL-PROGRES

جمهورية تشـــاد
..*.*.*
الرئاسة الانتقالية

وحدة – عمل – تقدم

DECRET N° 0021 /PT/2022

Portant création d'un Cadre Indépendant de Suivi-Evaluation des Résolutions et recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

LE PRESIDENT DE TRANSITION,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Vu la Charte de Transition révisée ;
Vu le décret N°0762/PR/2022 du 23 mars 2022, portant organisation et fonctionnement des Services de la Présidence de la République et ses textes modificatifs subséquents ;
Vu les résolutions et les recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain ;

DECRETE

Article 1 : il est créé un Cadre Indépendant de Suivi-Evaluation (CISE) des résolutions et recommandations du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS).

Article 2 : Le Cadre Indépendant de Suivi-Evaluation est chargé d'assurer le suivi et l'Evaluation du niveau de réalisation des actions de la Transition ainsi que les défis y afférents.

Article 3 : Le Cadre Indépendant de Suivi-Evaluation est placé auprès du Président de Transition.

Article 4: Les modalités d'Organisation et de Fonctionnement du Cadre Indépendant de Suivi-Evaluation ainsi que la désignation de ses membres seront précisées par un Décret.

مرسوم رقم _____/ را/2022
يقضي بإنشاء إطار مستقل لمتابعة وتقييم قرارات وتوصيات الحوار الوطني الشامل والسيادي

إن الرئيس الانتقالي ،
رئيس الجمهورية ، رأس الدولة ،
رئيس مجلس الوزراء

نظرا للميثاق الانتقالي المعدل؛
نظرا للمرسوم رقم 0762 /را/ 2022 المؤرخ في 23 مارس 2022 بشأن تنظيم وسير عمل الأقسام الإدارية لرئاسة الجمهورية والنصوص المعدلة اللاحقة ؛
نظرا لقرارات وتوصيات الحوار الوطني الشامل والسيادي؛

يصدر المرسوم الآتي:

المادة 1: تم إنشاء إطار مستقل لمتابعة وتقييم قرارات وتوصيات الحوار الوطني الشامل والسيادي.

المادة 2: تتمثل مهمة الإطار المستقل للمتابعة والتقييم في بضمان متابعة وتقييم مستوى إنجاز إجراءات المرحلة الانتقالية بالإضافة إلى التحديات ذات الصلة.

المادة 3: يكون الإطار المستقل للمتابعة والتقييم تحت إشراف الرئيس الانتقالي.

المادة 4: يتم تحديد طرق تنظيم وسير عمل الإطار المستقل للمتابعة والتقييم وتعيين أعضائه بمرسوم رئاسي.

Scanné avec CamScanner
Scanné avec CamScanner

Article 5: Le Présent Décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au journal Officiel de la République.

المادة 4: يسري مفعول هذا المرسوم ابتداءً من تاريخ التوقيع عليه، يسجل وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية.

N'Djaména, le 28 OCTOBRE 2022 لحمينا بتاريخ

Le General الجنرال

MAHAMAT IDRISS DEBY ITNO محمد ادريس ديبي إتنو

Scanné avec CamScanner
Scanné avec CamScanner

Annexe 5 : Arrêté N° 010/PT/PM/2022
Portant composition, organisation et fonctionnement du Comité Technique d'Appui au Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

Scanné avec CamScanner

REPUBLIQUE DU TCHAD Unité - Travail - Progrès

PRESIDENCE DE TRANSITION

PRIMATURE

Visa : SGG

ARRETE N° 010 /PT/PM/2022

Portant composition, organisation et fonctionnement du Comité Technique d'Appui au Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE,

(/u la Charte de Transition révisée ;

(/u Décret N°0002/PT/2022 du 12 octobre 2022 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition ;

(/u Décret N°0003/PT/PM/2022 du 14 octobre 2022 portant nomination des Membres du Gouvernement de Transition ;

(/u le Décret n°0020/PT/PM/2022 du 28 octobre 2022 portant Création d'un Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) ;

Sur proposition du Ministre Secrétaire Général du Gouvernement, Chargé de la Promotion du Bilinguisme dans l'Administration et des Relations avec les Grandes Institutions ;

ARRETE :

Article 1er : Le présent Arrêté fixe la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité Technique d'Appui au Haut Comité de Pilotage chargé du Suivi de la mise en œuvre des Résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) en abrégé, « CTA ».

جمهورية تشاد
الوحدة العمل التقدم
رئاسة المرحلة الانتقالية
رئاسة الوزراء

تأشيرة : ا ع ح

قرار رقم /ر م إ/رو/2022

يتضمن تكوين وتنظيم وعمل اللجنة الفنية لدعم اللجنة التوجيهية العليا المكلفة بمتابعة تنفيذ قرارات الحوار الوطني السيادي الشامل

إن رئيس الوزراء،
رئيس حكومة الوحدة الوطنية،

بناء على الميثاق الانتقالي المعدّل؛

بناء على المرسوم رقم 0002/ر م إ/2022 الصادر في 12 أكتوبر 2022 القاضي بتعيين رئيس الوزراء، رئيس الحكومة الانتقالية؛

بناء على المرسوم رقم 0003/ر م إ/روا/2022 الصادر في 14 أكتوبر 2022 القاضي بتعيين أعضاء الحكومة الانتقالية؛

بناء على المرسوم رقم 0020/ر م إ/رو/2022 الصادر في 28 أكتوبر 2021 القاضي بإنشاء اللجنة التوجيهية العليا المكلفة بمتابعة تنفيذ قرارات الحوار الوطني السيادي الشامل؛

باقتراح من الوزير الأمين العام للحكومة، المكلف بتعزيز الثنائية اللغوية في الإدارة والعلاقات مع المؤسسات الكبرى،

يقرر ما يلي :

المادة 1 : يحدد هذا القرار كيفية تشكيل وتنظيم عمل اللجنة الفنية لدعم اللجنة التوجيهية العليا المكلفة بمتابعة تنفيذ قرارات الحوار الوطني السيادي الشامل المسماة باختصار « CTA ».

Scanné avec CamScanner
Scanné avec CamScanner

Article 2 : Les missions du **CTA** sont celles définies à l'article 5 du Décret n°0020/PT/PM/2022 du 28 octobre 2022 susvisé.

المادة 2 : مهام اللجنة الفنية للدعم هي تلك المحددة في المادة رقم 5 من المرسوم رقم 0020/ر م ا/رو/2022 المشار إليه أعلاه.

Article 3: Le **CTA** est composé comme suit :

- un (1) Président ;
- un (1) Vice-président
- un (1) Rapporteur Général ;
- un (1) Rapporteur Général 1er adjoint ;
- un (1) Rapporteur Général 2e adjoint.

المادة 3 : تتألف اللجنة الفنية للدعم كالتالي :

- رئيس ؛
- نائب للرئيس ؛
- مقرر عام ؛
- نائب اول للمقرر العام ؛
- نائب ثاني للمقرر العام ؛

Membres:

أعضاء:

Article 4: Les membres du **CTA** sont nommés par Arrêté du Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'Union Nationale, sur proposition de son président.

المادة 4 : يتم تعيين أعضاء اللجنة الفنية للدعم بقرار من رئيس الوزراء، رئيس حكومة الوحدة الوطنية، باقتراح من رئيسها.

Article 5 : Le **CTA** dispose des Sous-comités thématiques dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par décision de son Président, après avis du Haut Comité de Pilotage.

المادة 5: تمتلك اللجنة الفنية للدعم لجان فرعية مواضيعية يتم تحديد تشكيلها وتنظيمها وسير عملها بقرار من رئيسها، بعد أخذ رأي اللجنة التوجيهية العليا.

Article 6 : Le **CTA** peut faire appel à toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, susceptible de l'aider dans l'accomplissement de sa mission.

المادة 6: يجوز للجنة الفنية للدعم أن تستعين بأي شخص طبيعي أو اعتباري، مواطن أو أجنبي، تراه أهلًا لمساعدتها في أداء مهمتها.

Article 7 : Le fonctionnement du **CTA** est pris en charge par le budget de l'Etat.

المادة 7: تتحمل ميزانية الدولة نفقات سير عمل اللجنة الفنية للدعم.

Article 8 : Le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'application du présent Arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

المادة 8 : على الوزير الأمين العام للحكومة تطبيق هذا القرار الذي يسري مفعوله من تاريخ التوقيع عليه، ويسجل وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية.

N'Djaména, le 11 NOVEMBRE 2022 — أنجمينا، بتاريخ

SALEH KEBZABO صالح كبزابو

Scanné avec CamScanner

Scanné avec CamScanner